

Brookfield Business — Partners L.P.

RAPPORT INTERMÉDIAIRE DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2019

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS DE

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les
trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018

**TABLE DES MATIÈRES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS NON AUDITÉS DE BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités	3
États consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités	4
États consolidés intermédiaires résumés du résultat global non audités	5
États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres non audités	6
Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités	7
Notes annexes	8

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE
LA SITUATION FINANCIÈRE NON AUDITÉS**

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Notes	30 juin 2019	31 décembre 2018
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2 940 \$	1 949 \$
Actifs financiers	5	565	886
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	6	5 004	4 307
Stocks, montant net	7	3 414	1 562
Actifs détenus en vue de la vente	8	516	63
Autres actifs	9	1 279	1 014
		13 718	9 781
Actifs financiers	5	634	483
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	6	884	853
Autres actifs	9	489	499
Immobilisations corporelles	10	13 859	6 947
Actifs d'impôt différé		573	280
Immobilisations incorporelles	3, 11	11 663	5 523
Placements mis en équivalence	13	1 394	541
Goodwill	3, 12	5 115	2 411
		48 329 \$	27 318 \$
Passif et capitaux propres			
Passifs courants			
Créditeurs et autres passifs	14	9 446 \$	7 188 \$
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	8	250	9
Emprunts généraux	16	—	—
Emprunts de filiales sans recours	16	1 633	1 819
		11 329	9 016
Créditeurs et autres passifs	14	4 984	1 894
Emprunts de filiales sans recours	16	20 883	9 047
Passifs d'impôt différé		1 843	867
		39 039 \$	20 824 \$
Capitaux propres			
Commanditaires	19	2 150 \$	1 548 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :			
Parts de rachat-échange, actions privilégiées et parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield Asset Management Inc.	19	1 736	1 415
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation		5 404	3 531
		9 290	6 494
		48 329 \$	27 318 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
DU RÉSULTAT NET NON AUDITÉS**

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, sauf les montants par part)	Notes	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
		2019	2018	2019	2018
Produits	22	10 717 \$	8 775 \$	19 918 \$	16 969 \$
Coûts d'exploitation directs	21	(9 776)	(8 200)	(17 969)	(15 849)
Frais généraux et administratifs	22	(211)	(142)	(389)	(260)
Dotation aux amortissements	22	(441)	(105)	(752)	(211)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	22	(313)	(83)	(497)	(169)
Bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, montant net	13	23	(7)	30	10
Charge pour perte de valeur, montant net	10, 12	(324)	—	(324)	—
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	8	522	90	520	106
Autres produits (charges), montant net		(181)	(7)	(271)	(21)
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat		16	321	266	575
(Charge) économie d'impôt					
Exigible		(93)	(52)	(123)	(80)
Différé		41	39	22	29
Bénéfice net (perte nette)		(36) \$	308 \$	165 \$	524 \$
Attribuable aux éléments suivants :					
Commanditaires		55 \$	40 \$	87 \$	5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :					
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.		52	38	82	4
Commanditaires spéciaux	19	—	41	—	184
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation		(143)	189	(4)	331
		(36) \$	308 \$	165 \$	524 \$
Bénéfice de base et dilué par part de société en commandite	19	0,82 \$	0,60 \$	1,30 \$	0,07 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
DU RÉSULTAT GLOBAL NON AUDITÉS**

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	<u>Notes</u>	<u>Trimestres clos les</u> <u>30 juin</u>		<u>Semestres clos les</u> <u>30 juin</u>	
		<u>2019</u>	<u>2018</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Bénéfice net (perte nette)		(36) \$	308 \$	165 \$	524 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) :					
Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement en résultat net :					
Écart de change		84 \$	(280) \$	100 \$	(323) \$
Couvertures d'investissement net et de flux de trésorerie	4	(148)	57	(124)	80
Placements mis en équivalence	13	—	(1)	—	(3)
Impôt sur les éléments précédents		13	1	6	(4)
Reclassement en résultat net à la cession		8	—	8	—
		(43)	(223)	(10)	(250)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :					
Réévaluation des obligations à l'égard des régimes de retraite		11	—	15	—
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		(27)	32	10	56
Impôt sur l'élément précédent		(1)	—	(1)	(1)
Total des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)		(60)	(191)	14	(195)
Bénéfice global (perte globale)		(96) \$	117 \$	179 \$	329 \$
Attribuable aux éléments suivants :					
Commanditaires		46 \$	17 \$	88 \$	(26) \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :					
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.		44	15	83	(26)
Commanditaires spéciaux		—	41	—	184
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation		(186)	44	8	197
		(96) \$	117 \$	179 \$	329 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES NON AUDITÉS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Participations ne donnant pas le contrôle													
	Commanditaires					Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.					Commanditaires spéciaux	Actions privilégiées	Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	Total des capitaux propres
	Capital	Bénéfices non distribués	Changement de participation	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) ¹	Commanditaires	Capital	Bénéfices non distribués	Changement de participation	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) ¹	Parts de rachat-échange	Bénéfices non distribués	Capital		
Solde au 1^{er} janvier 2019	1 766 \$	(237) \$	205 \$	(186) \$	1 548 \$	1 674 \$	(234) \$	195 \$	(235) \$	1 400 \$	— \$	15 \$	3 531 \$	6 494 \$
Bénéfice net (perte nette)	—	87	—	—	87	—	82	—	—	82	—	—	(4)	165
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	12	14
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	87	—	1	88	—	82	—	1	83	—	—	8	179
Apports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	121	121
Distributions	—	(8)	—	—	(8)	—	(8)	—	—	(8)	—	—	(783)	(799)
Rachats de parts ²	(3)	—	—	—	(3)	—	—	—	—	—	—	—	—	(3)
Changement de participation ³	—	—	(6)	—	(6)	—	—	(4)	—	(4)	—	—	12	2
Acquisition d'une participation ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2 515	2 515
Émission de parts ²	531	—	—	—	531	250	—	—	—	250	—	—	—	781
Solde au 30 juin 2019	2 294 \$	(158) \$	199 \$	(185) \$	2 150 \$	1 924 \$	(160) \$	191 \$	(234) \$	1 721 \$	— \$	15 \$	5 404 \$	9 290 \$
Solde au 1^{er} janvier 2018	1 766 \$	(69) \$	— \$	(112) \$	1 585 \$	1 674 \$	(71) \$	— \$	(165) \$	1 438 \$	— \$	15 \$	3 026 \$	6 064 \$
Adoption de nouvelles normes comptables	—	(132)	—	—	(132)	—	(128)	—	—	(128)	—	—	(5)	(265)
Solde d'ouverture révisé au 1 ^{er} janvier 2018	1 766	(201)	—	(112)	1 453	1 674	(199)	—	(165)	1 310	—	15	3 021	5 799
Bénéfice net (perte nette)	—	5	—	—	5	—	4	—	—	4	184	—	331	524
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	(31)	(31)	—	—	—	(30)	(30)	—	—	(134)	(195)
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	5	—	(31)	(26)	—	4	—	(30)	(26)	184	—	197	329
Apports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6
Distributions ²	—	(8)	—	—	(8)	—	(8)	—	—	(8)	(184)	—	(1 658)	(1 858)
Changement de participation	—	(25)	83	—	58	—	(24)	81	—	57	—	—	391	506
Acquisition d'une participation ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	173	173
Solde au 30 juin 2018	1 766 \$	(229) \$	83 \$	(143) \$	1 477 \$	1 674 \$	(227) \$	81 \$	(195) \$	1 333 \$	— \$	15 \$	2 130 \$	4 955 \$

1. Se reporter à la note 20 pour des renseignements supplémentaires.

2. Se reporter à la note 19 pour des renseignements supplémentaires au sujet des distributions en ce qui concerne les commanditaires spéciaux et au sujet de l'émission et du rachat de parts.

3. Comprend les profits ou les pertes découlant des changements de participation dans les filiales consolidées.

4. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE NON AUDITÉS

		Semestres clos les 30 juin	
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Notes	2019	2018
Activités d'exploitation			
Bénéfice net (perte nette)		165 \$	524 \$
Ajusté pour tenir compte des éléments suivants :			
Bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, déduction faite des distributions		(10)	13
Charge pour perte de valeur, montant net		324	—
Dotation aux amortissements		752	211
Profit sur les acquisitions et cessions, montant net		(520)	(106)
Provisions et autres éléments		166	92
Charge (économie) d'impôt différé		(22)	(29)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	23	478	(514)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		1 333	191
Activités de financement			
Produit d'emprunts de filiales sans recours		13 044	2 862
Remboursement d'emprunts de filiales sans recours		(975)	(1 113)
Remboursement de l'obligation locative		(92)	—
Produit d'autres activités de financement	14	1 721	—
Produit d'autres facilités de crédit, montant net		382	270
Capital fourni par les commanditaires et les porteurs de parts de rachat-échange	19	781	—
Capital fourni par d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation		2 221	690
Parts de société en commandite rachetées		(3)	—
Distributions aux commanditaires et aux porteurs de parts de rachat-échange		(16)	(16)
Distributions aux porteurs de parts de société en commandite spéciales		—	(191)
Distributions à d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation	19	(827)	(1 607)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement		16 236	895
Activités d'investissement			
Acquisitions			
Filiales, déduction faite de la trésorerie acquise	3	(17 068)	(216)
Immobilisations corporelles et incorporelles		(472)	(156)
Placements mis en équivalence		(4)	(8)
Actifs financiers et autres actifs		(42)	(71)
Cessions			
Filiales, déduction faite de la trésorerie cédée		709	—
Immobilisations corporelles		55	55
Placements mis en équivalence		—	131
Actifs financiers et autres actifs		182	1
Règlement net de couvertures		51	4
Liquidités et dépôts soumis à restrictions		75	(18)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement		(16 514)	(278)
Trésorerie			
Variation au cours de la période		1 055	808
Incidence du change sur la trésorerie		4	(41)
Variation nette de la trésorerie classée dans les actifs détenus en vue de la vente		(68)	—
Solde au début de l'exercice		1 949	1 106
Solde à la fin de la période		2 940 \$	1 873 \$

La note 23 présente des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

NOTE 1. NATURE ET DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

Brookfield Business Partners L.P. et ses filiales (collectivement, la « société en commandite ») détiennent et exploitent des services commerciaux et des activités industrielles (l'« Entreprise ») à l'échelle mondiale. Brookfield Business Partners L.P. est une société en commandite constituée sous le régime des lois des Bermudes et structurée en vertu d'une convention de société en commandite, dans sa version modifiée le 31 mai 2016 et modifiée de nouveau le 17 juin 2016. Brookfield Business Partners L.P. est une filiale de Brookfield Asset Management Inc. (« Brookfield Asset Management », « Brookfield » ou la « société mère »). Les parts de société en commandite de Brookfield Business Partners L.P. sont cotées à la Bourse de New York et à la Bourse de Toronto sous les symboles « BBU » et « BBU.UN », respectivement. Le siège social de Brookfield Business Partners L.P. est situé au 73 Front Street, 5^e étage, Hamilton HM 12, Bermudes.

NOTE 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

a) Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société en commandite ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et selon les méthodes comptables utilisées par la société en commandite dans ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes comptables décrites ci-après. Les méthodes comptables utilisées par la société en commandite dans ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date sont présentées à la note 2 de ces états financiers consolidés, auxquels il convient de se reporter au cours de la lecture des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Tous les termes définis sont également décrits dans les états financiers consolidés annuels. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation et ils sont présentés en dollars américains, et les chiffres sont arrondis au million le plus près, sauf indication contraire.

La préparation des états financiers conformément à IAS 34 exige le recours à certaines estimations comptables critiques. Elle exige également de la direction qu'elle exerce son jugement pour l'application des méthodes comptables. Les estimations et jugements comptables critiques ont été présentés à la note 2 des états financiers consolidés au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date de la société en commandite. Aucun changement important n'a été apporté à la méthode de détermination des principaux jugements et estimations depuis le 31 décembre 2018, à l'exception des changements requis à la suite de l'adoption de nouvelles normes, tel qu'il est décrit ci-après.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été approuvés par le conseil d'administration de la société en commandite, et leur date d'autorisation de publication est le 9 août 2019.

b) Nouvelles méthodes comptables adoptées

La société en commandite a appliqué de nouvelles normes et des normes révisées publiées par l'IASB, qui ont pris effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

i) Contrats de location

La société en commandite a appliqué IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), à la date d'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2019. La nouvelle norme entraîne la comptabilisation de la plupart des contrats de location à l'état de la situation financière, faisant disparaître la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement. Toutefois, le traitement comptable appliqué par le bailleur demeure essentiellement le même, et la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement reste inchangée. IFRS 16 annule et remplace IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes et entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019. L'incidence de la transition est présentée à la note 2c).

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018

La société en commandite détermine si un contrat constitue un contrat de location, ou s'il en contient, à la date de passation du contrat de location et comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour tous les contrats de location dans lesquels elle intervient en tant que preneur, sauf les contrats de location à court terme (définis comme des contrats de location dont la durée est de 12 mois ou moins) et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Pour ces types de contrats, la société en commandite comptabilise les paiements de loyers comme des charges d'exploitation selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location à moins qu'une autre méthode systématique soit plus représentative de la façon dont les avantages économiques relatifs au bien loué s'échelonnent dans le temps.

L'obligation locative est évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location, si ce taux peut être déterminé, ou sinon à l'aide du taux d'emprunt marginal. Les paiements de loyers pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative comprennent : i) les paiements de loyers fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location; ii) les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, initialement évalués au moyen de l'indice ou du taux en vigueur à la date de début; iii) la somme que le preneur s'attend à devoir payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle; iv) le prix d'exercice des options d'achat, si on a la certitude raisonnable qu'elles seront exercées; et v) les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice de l'option de résiliation du contrat de location. L'obligation locative est ultérieurement évaluée en augmentant la valeur comptable pour refléter les intérêts sur l'obligation locative (en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif) et en réduisant la valeur comptable pour refléter les paiements de loyers effectués.

La société en commandite réévalue les obligations locatives et apporte un ajustement correspondant à l'actif au titre du droit d'utilisation connexe i) lorsqu'il y a une modification de la durée du contrat de location ou qu'il y a une modification de l'évaluation concernant l'exercice d'une option d'achat, auxquels cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé; ii) lorsque les paiements de loyers changent en raison de la variation d'un indice ou d'un taux ou d'un changement des sommes qu'on s'attend à devoir payer au titre de la garantie de valeur résiduelle, auxquels cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen du taux d'actualisation initial (à moins que le changement dans les paiements de loyers résulte de la fluctuation d'un taux d'intérêt variable, auquel cas un taux d'actualisation révisé est appliqué); ou iii) lorsqu'un contrat de location est modifié et que la modification n'est pas comptabilisée comme un contrat de location distinct, auquel cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé.

Le coût de l'actif au titre du droit d'utilisation comprend le montant initial de l'obligation locative correspondante, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date ainsi que les coûts directs initiaux, le cas échéant. L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué ultérieurement au coût, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Il est amorti sur la période la plus courte de la durée du contrat de location et de la durée d'utilité du bien sous-jacent. Si le contrat de location a pour effet de transférer la propriété du bien sous-jacent ou si le coût de l'actif au titre du droit d'utilisation prend en compte l'exercice prévu d'une option d'achat par la société en commandite, l'actif au titre du droit d'utilisation connexe doit être amorti sur la durée d'utilité du bien sous-jacent. L'amortissement commence à la date de début du contrat de location. La société en commandite applique IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, pour déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié et elle comptabilise toute perte de valeur de la manière décrite à la méthode relative aux immobilisations corporelles.

Les loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux ne sont pas pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative et de l'actif au titre du droit d'utilisation. Les paiements connexes sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la situation qui est à l'origine de ces paiements et sont inclus dans le poste « Coûts d'exploitation directs » dans l'état consolidé du résultat net.

La société en commandite formule des jugements critiques dans le cadre de l'application d'IFRS 16, visant notamment à déterminer i) si un contrat (ou une partie d'un contrat) comprend un contrat de location et ii) si l'on a la certitude raisonnable qu'une option de prolongation ou de résiliation sera exercée pour déterminer la durée du contrat de location. La société en commandite établit également des estimations critiques dans le cadre de l'application d'IFRS 16, y compris l'estimation de la durée du contrat de location et la détermination du taux d'actualisation approprié des paiements de loyers.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018

La société en commandite a choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes dans le cadre de l'application de la norme :

- la comptabilisation à titre de charge d'exploitation des paiements associés aux contrats de location à court terme et aux contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location, à moins qu'une autre méthode systématique ne soit plus représentative du rythme auquel les avantages économiques tirés du bien loué sont consommés;
- la possibilité de ne pas répartir la contrepartie prévue au contrat entre les composantes locatives et les composantes non locatives et de comptabiliser chaque contrat de location et composante non locative en une seule composante locative, contrat par contrat.

ii) *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (« IFRIC 23 »), qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Aux termes de l'interprétation, une entité doit évaluer s'il est probable qu'une administration fiscale accepte un traitement fiscal incertain utilisé par une entité, ou qu'une entité se propose d'utiliser, dans sa déclaration de revenus et elle doit faire preuve de jugement pour déterminer si chaque traitement fiscal doit être considéré isolément ou si certains traitements fiscaux devraient plutôt être regroupés. Son choix doit se faire en fonction de la méthode offrant les meilleures prévisions quant au dénouement de l'incertitude. L'entité doit aussi déterminer s'il est probable que l'autorité compétente accepte chaque traitement fiscal ou chaque ensemble de traitements fiscaux, en supposant que l'autorité fiscale habilitée à contrôler un montant déclaré contrôlera effectivement le montant en question et aura, pour ce faire, pleine connaissance de toute l'information pertinente. Le 1^{er} janvier 2019, la société en commandite a adopté IFRIC 23 selon l'approche rétrospective modifiée. L'adoption n'a pas eu d'incidence importante sur les résultats financiers de la société en commandite.

iii) *Regroupements d'entreprises*

En octobre 2018, l'IASB a publié une modification d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (« IFRS 3 »), qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020, l'adoption anticipée étant permise à compter du 1^{er} janvier 2019. Cette modification vient clarifier la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à établir si une acquisition constitue un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'un groupe d'actifs. La modification met l'accent sur le fait que pour répondre à la définition d'une entreprise, un ensemble d'activités et d'actifs acquis doit inclure une entrée et un processus substantiel qui, ensemble, contribuent de façon importante à la possibilité de créer des sorties. La société en commandite a adopté la modification d'IFRS 3 sur une base prospective le 1^{er} janvier 2019, et cette adoption n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la société en commandite.

c) **Incidence de l'adoption des nouvelles normes IFRS**

La société en commandite a adopté IFRS 16 selon la méthode rétrospective modifiée en vertu de laquelle l'incidence de la transition est comptabilisée en capitaux propres au 1^{er} janvier 2019 et les chiffres des périodes comparatives ne sont pas retraités. Lors de la première application d'IFRS 16, la société en commandite a appliqué les mesures de simplification suivantes prévues par la norme, contrat par contrat. Ces mesures de simplification peuvent être utilisées seulement au moment de l'adoption et ne peuvent pas être appliquées aux nouveaux contrats de location conclus après l'adoption :

- la comptabilisation des contrats de location simple dont la durée restante est de moins de 12 mois au 1^{er} janvier 2019 en tant que contrats de location à court terme;
- l'application d'un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location possédant des caractéristiques relativement similaires;
- l'application du choix de méthode au moment de l'adoption permettant d'évaluer l'actif au titre du droit d'utilisation au montant des obligations locatives, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer;

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018

- l'utilisation de nos évaluations des contrats de location immédiatement avant le 1^{er} janvier 2019 en appliquant IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, pour déterminer si des contrats sont déficitaires, au lieu d'effectuer un test de dépréciation;
- l'utilisation des connaissances acquises a posteriori, pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation.

En outre, la société en commandite a appliqué la mesure de simplification offerte au moment de la transition permettant de ne pas réapprécier si un contrat correspond à la définition d'un contrat de location en vertu d'IFRS 16, si le contrat était, ou pas, auparavant classé comme un contrat de location en vertu d'IAS 17, *Contrats de location*, et d'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, avant l'adoption d'IFRS 16.

Au 1^{er} janvier 2019, l'adoption d'IFRS 16 avait entraîné la comptabilisation du montant des obligations locatives comptabilisées dans les créditeurs et autres passifs de 987 M\$ et des actifs au titre de droits d'utilisation classés dans les immobilisations corporelles de 978 M\$, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer (y compris les incitatifs à la location). L'adoption d'IFRS 16 n'a pas eu d'incidence sur les capitaux propres. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré utilisé pour déterminer les obligations locatives était d'environ 4,3 % au 1^{er} janvier 2019. L'écart entre les engagements découlant de contrats de location simple présentés en application d'IAS 17 au 31 décembre 2018 et les obligations locatives comptabilisées au 1^{er} janvier 2019 s'explique par l'actualisation au moyen du taux d'emprunt marginal le 1^{er} janvier 2019 et la comptabilisation en charges des contrats de location à court terme et dont le bien sous-jacent est de faible valeur selon la méthode linéaire. Comparativement aux résultats des périodes antérieures, l'adoption d'IFRS 16 a entraîné une baisse des coûts d'exploitation directs de 60 M\$ et de 113 M\$, une hausse des charges d'intérêts de 13 M\$ et de 47 M\$ et une hausse de la dotation à l'amortissement de 25 M\$ et de 88 M\$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019. En outre, conformément à IFRS 16, les paiements de loyers sont divisés en sorties de trésorerie se rapportant aux charges d'intérêts sur l'obligation locative, qui sont classées dans les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation, et en remboursements du capital, qui sont classés dans les flux de trésorerie affectés aux activités de financement. En contraste, conformément à IAS 17, les paiements au titre de contrats de location simple étaient présentés dans les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation.

NOTE 3. ACQUISITION D'ENTREPRISES

Lorsqu'elle détermine la méthode appropriée pour comptabiliser ses entités émettrices, la société en commandite évalue le degré d'influence exercé par la société en commandite directement ou par l'intermédiaire d'une entente sur les activités pertinentes de l'entité émettrice. Un contrôle est exercé lorsque la société en commandite a un pouvoir sur les entités acquises et lorsqu'elle a la capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur les rendements de ces entités.

La société en commandite comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, en vertu de laquelle le coût d'acquisition d'une entreprise est réparti entre ses actifs et ses passifs corporels et incorporels identifiables en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

a) Acquisitions conclues au cours du semestre clos le 30 juin 2019

Le tableau suivant présente la contrepartie transférée, les actifs acquis et les passifs repris aux dates d'acquisition applicables pour les acquisitions importantes.

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	Services commerciaux	Activités industrielles	Total ¹
Trésorerie	1 156 \$	3 764 \$	4 920 \$
Contrepartie totale²	1 156 \$	3 764 \$	4 920 \$
<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 \$	11 \$	36 \$
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	171	1 154	1 325
Stocks, montant net	41	1 784	1 825
Actifs détenus en vue de la vente	6	—	6
Placements mis en équivalence	9	838	847
Immobilisations corporelles	2 612	3 567	6 179
Immobilisations incorporelles	264	6 420	6 684
Goodwill	1 450	1 736	3 186
Actifs d'impôt différé	93	346	439
Actifs financiers	10	27	37
Autres actifs	—	358	358
Créditeurs et autres passifs	(547)	(1 898)	(2 445)
Passifs d'impôt différé	(79)	(1 122)	(1 201)
Actifs nets acquis, avant la participation ne donnant pas le contrôle	4 055	13 221	17 276
Participation ne donnant pas le contrôle ³	(2 899)	(9 457)	(12 356)
Actifs nets acquis	1 156 \$	3 764 \$	4 920 \$

1. La juste valeur initiale des actifs acquis, des passifs repris et du goodwill dans le cadre des acquisitions a été établie sur une base provisoire aux dates d'acquisition.
2. Exclut la contrepartie attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, qui représente les participations d'autres entités dans les filiales en exploitation.
3. La participation ne donnant pas le contrôle comptabilisée au moment du regroupement d'entreprises a été évaluée à la juste valeur.

Services commerciaux

Healthscope Limited (« Healthscope »)

Le 6 juin 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, la société en commandite a acquis Healthscope, un fournisseur de soins de santé dont le siège social est situé en Australie et qui exploite des hôpitaux privés, en plus d'offrir des services de pathologie. La participation économique de 28 % de la société en commandite a été acquise en contrepartie de 1 156 M\$. La société en commandite détient un bloc de droits de vote de 100 % dans cette entreprise, ce qui nous en donne le contrôle. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Des coûts d'acquisition d'environ 22 M\$ ont été comptabilisés à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net. Un goodwill de 1 450 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Des immobilisations incorporelles de 264 M\$ ont été acquises et se composent principalement de contrats conclus avec des clients.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 30 juin 2019 comprennent des produits de 36 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 5 M\$ découlant de l'acquisition. Si cette acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2019, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 189 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 21 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2019.

Activités industrielles

Clarios

Le 30 avril 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, la société en commandite a acquis Clarios (auparavant appelée Power Solutions Business of Johnson Controls International plc), un fabricant et distributeur mondial de batteries d'automobiles. La participation économique de 29 % de la société en commandite a été acquise pour une contrepartie de 3 764 M\$. La société en commandite détient un bloc de droits de vote de 100 % dans cette entreprise, ce qui nous en donne le contrôle. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Des coûts d'acquisition d'environ 41 M\$ ont été comptabilisés à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net. Un goodwill de 1 736 M\$ a été acquis, ce qui reflète surtout les possibilités qu'offre l'entreprise en matière d'innovation et de croissance. Une tranche de 20 M\$ du goodwill comptabilisé est déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Nous avons acquis des immobilisations incorporelles de 6 420 M\$, qui se composent surtout des relations avec les clients, de la technologie brevetée et des marques de commerce. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée seront amorties de façon linéaire sur leur durée d'utilité moyenne pondérée restante, qui varie entre 14 et 16 ans.

Les résultats de la société en commandite provenant des activités pour la période close le 30 juin 2019 comprennent des produits de 374 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 78 M\$ découlant de l'acquisition. Si cette acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2019, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 1 133 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 10 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2019.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

b) Acquisitions réalisées en 2018

Le tableau suivant présente la contrepartie transférée, les actifs acquis et les passifs repris aux dates d'acquisition applicables.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux⁶	Services d'infrastructures⁵	Activités industrielles	Total¹
Trésorerie	25 \$	1 764 \$	45 \$	1 834 \$
Contrepartie sans effet sur la trésorerie	—	275	—	275
Contrepartie totale²	25 \$	2 039 \$	45 \$	2 109 \$

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 \$	592 \$	30 \$	658 \$
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	11	786	75	872
Stocks, montant net	2	626	58	686
Placements mis en équivalence	—	328	1	329
Immobilisations corporelles	56	4 631	187	4 874
Immobilisations incorporelles	28	2 544	231	2 803
Goodwill	36	721	180	937
Actifs d'impôt différé	—	11	27	38
Actifs financiers	—	410	2	412
Autres actifs	—	1 234	—	1 234
Créditeurs et autres passifs	(28)	(3 292)	(199)	(3 519)
Emprunts	(50)	(3 352)	(266)	(3 668)
Passifs d'impôt différé	(2)	(80)	(72)	(154)
Actifs nets acquis, avant la participation ne donnant pas le contrôle	89	5 159	254	5 502
Participation ne donnant pas le contrôle ^{3, 4}	(64)	(3 120)	(209)	(3 393)
Actifs nets acquis	25 \$	2 039 \$	45 \$	2 109 \$

1. La juste valeur initiale des actifs acquis, des passifs repris et du goodwill dans le cadre des acquisitions a été établie sur une base provisoire à la fin de la période de présentation financière.
2. Exclut la contrepartie attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, qui représente les participations d'autres entités dans les filiales en exploitation.
3. La participation ne donnant pas le contrôle comptabilisée au moment du regroupement d'entreprises a été évaluée à la juste valeur en ce qui concerne les services commerciaux et les services d'infrastructures.
4. La participation ne donnant pas le contrôle comptabilisée au moment du regroupement d'entreprises a été évaluée selon la quote-part de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris en ce qui concerne les activités industrielles.
5. Les ajustements apportés à une répartition du prix d'achat au sein de notre secteur Services d'infrastructures ont donné lieu à une diminution des débiteurs et autres montants à recevoir de 50 M\$, à une baisse des immobilisations corporelles de 38 M\$, à une baisse des immobilisations incorporelles de 139 M\$, à une diminution du goodwill de 39 M\$, à une hausse des actifs financiers de 93 M\$, à une augmentation des autres actifs de 208 M\$, à une baisse des créditeurs et autres passifs de 139 M\$ et à une diminution des passifs d'impôt différé de 3 M\$.
6. Les ajustements apportés à une répartition du prix d'achat au sein de notre secteur Services commerciaux ont donné lieu à une augmentation du goodwill de 5 M\$.

Services commerciaux

En 2018, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, a acquis Imagine Communications Group Limited et a conclu des acquisitions complémentaires par l'intermédiaire de ses placements dans ses entreprises de gestion d'installations et de commercialisation de carburants pour une contrepartie totale de 25 M\$ attribuable à la société en commandite. Au moment de l'acquisition, le bloc de droits de vote de la société en commandite dans chacune de ces acquisitions représentait plus de 50 % et lui a donné le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite consolide ces entreprises aux fins de la présentation de l'information financière.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

Services d'infrastructures

Westinghouse Electric Company (« Westinghouse »)

Le 1^{er} août 2018, la société en commandite a acquis, de concert avec des investisseurs institutionnels, une participation de 100 % dans Westinghouse, un fournisseur mondial de premier plan de services d'infrastructures pour le secteur de la production d'énergie. La participation économique de 44 % de la société en commandite a été acquise pour une contrepartie de 1 686 M\$. En raison des négociations en cours, un ajustement au prix d'achat de 78 M\$ a été comptabilisé au cours du premier trimestre de 2019. La société en commandite détient un bloc de droits de vote de 100 % dans cette entreprise, ce qui nous en donne le contrôle. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Des coûts d'acquisition d'environ 55 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net. Un goodwill de 174 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Nous avons acquis des immobilisations incorporelles de 2 544 M\$, qui comprennent essentiellement des technologies développées et le nom commercial « Westinghouse ».

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 31 décembre 2018 comprennent des produits de 743 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 37 M\$ découlant de l'acquisition. Si cette acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2018, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 1 715 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 105 M\$ pour la période close le 31 décembre 2018.

Teekay Offshore Partners L.P. (« Teekay Offshore »)

Avant le 3 juillet 2018, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, détenait une participation économique de 60 % dans Teekay Offshore et un bloc de droits de vote de 49 % dans le commandité de Teekay Offshore (« Teekay Offshore GP »). La participation économique de 60 % dans Teekay Offshore a été comptabilisée au moyen de la méthode de la mise en équivalence. Le 3 juillet 2018, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, a exercé son option de commandité afin d'acquérir un bloc de droits de vote additionnel de 2 % dans Teekay Offshore GP en échange de un million de bons de souscription et elle a commencé à consolider l'entreprise. Au moment de l'acquisition, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, détenait une participation économique de 60 % dans Teekay Offshore et un bloc de droits de vote de 51 % dans Teekay Offshore GP, ce qui donne à la société en commandite le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite a consolidé cette entreprise aux fins de la présentation des états financiers. La contrepartie totale de l'acquisition s'est chiffrée à 275 M\$, attribuable à la société en commandite, et des coûts d'acquisition de néant ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net.

Un goodwill de 547 M\$ a été acquis, lequel représente les avantages que nous prévoyons tirer de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 31 décembre 2018 comprennent des produits de 181 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite d'environ 46 M\$ découlant de l'acquisition. Si cette acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2018, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 334 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de 54 M\$ pour la période close le 31 décembre 2018.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018

Le tableau suivant présente de l'information détaillée sur le regroupement d'entreprises réalisé par étapes sur une base brute.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	31 décembre 2018
Juste valeur du placement immédiatement avant la prise de contrôle	651 \$
Moins : valeur comptable du placement immédiatement avant l'acquisition	447
Ajouter : montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ¹	2
Profit de réévaluation	206 \$
Profit à l'extinction ²	44
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	250 \$
Total du profit à l'acquisition attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	135 \$
Total du profit à l'acquisition attribuable à la société en commandite	115 \$

1. Inclus dans la valeur comptable du placement immédiatement avant l'acquisition.

2. La société en commandite a comptabilisé un profit total à l'extinction d'un montant de 44 M\$ au niveau des filiales (18 M\$ à l'égard de la dette et 26 M\$ à l'égard des bons de souscription).

Activités industrielles

Schoeller Allibert Group B.V. (« Schoeller Allibert »)

Le 15 mai 2018, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation de 70 % dans Schoeller Allibert, l'un des plus importants fabricants de systèmes d'emballage en plastique récupérables en Europe. La participation économique de 14 % de la société en commandite a été acquise pour une contrepartie de 45 M\$. La société en commandite détient un bloc de droits de vote de 52 % dans cette entreprise, ce qui nous en donne le contrôle. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Des coûts d'acquisition d'environ 9 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans les états consolidés du résultat net. Un goodwill de 180 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Nous avons acquis des immobilisations incorporelles de 231 M\$, surtout de la technologie brevetée et des relations avec les clients.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 31 décembre 2018 comprennent des produits de 56 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 3 M\$ découlant de l'acquisition. Si cette acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2018, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 86 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 4 M\$ pour la période close le 31 décembre 2018.

NOTE 4. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est fondée sur le cours acheteur ou le cours vendeur coté, selon le cas. Lorsqu'il n'existe aucun cours acheteur ou vendeur disponible, le cours de clôture de la transaction la plus récente liée à cet instrument est alors utilisé. Lorsqu'il n'y a pas de marché actif, nous déterminons la juste valeur selon les cours du marché en vigueur, comme les cours acheteur et vendeur, selon le cas, pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et des profils de risque semblables, ou selon des modèles d'évaluation internes et externes, tels que des modèles d'évaluation des options et des analyses des flux de trésorerie actualisés, reposant sur des données de marché observables.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il est nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Pour déterminer ces hypothèses, la société en commandite se base principalement sur des données de marché externes facilement observables, telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, ainsi que la volatilité des prix et des taux, selon le cas. Les instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net.

Le tableau suivant présente de l'information détaillée sur les instruments financiers et leur classement connexe au 30 juin 2019.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

BASE D'ÉVALUATION	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Coût amorti	Total
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	— \$	— \$	2 940 \$	2 940 \$
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net (courants et non courants) ¹	62	—	5 826	5 888
Autres actifs (courants et non courants) ²	—	—	584	584
Actifs financiers (courants et non courants) ³	377	302	520	1 199
Total	439 \$	302 \$	9 870 \$	10 611 \$
Passifs financiers				
Créditeurs et autres passifs ⁴	384 \$	130 \$	10 418 \$	10 932 \$
Emprunts (courants et non courants)	—	—	22 516	22 516
Total	384 \$	130 \$	32 934 \$	33 448 \$

1. Les débiteurs comptabilisés à la juste valeur se rapportent à nos activités minières.

2. Ne tient pas compte des paiements d'avance et autres actifs de 1 184 M\$.

3. Se reporter à la rubrique « Activités de couverture » à la note 4a) ci-après.

4. Ne tient pas compte des provisions, des passifs relatifs au démantèlement, des produits différés, des travaux en cours, des avantages postérieurs à l'emploi, ni des droits et taxes divers d'un montant de 3 498 M\$.

Au 30 juin 2019, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprenaient un montant en trésorerie de 1 587 M\$ (31 décembre 2018 – 1 597 M\$) et un montant en équivalents de trésorerie de 1 353 M\$ (31 décembre 2018 – 352 M\$), dont des dépôts de 1 181 M\$ auprès de Brookfield (31 décembre 2018 – 244 M\$), comme il est décrit à la note 17.

La juste valeur de l'ensemble des actifs et des passifs financiers au 30 juin 2019 était équivalente à leur valeur comptable. Au 31 décembre 2018, la juste valeur de tous les actifs financiers et de tous les passifs financiers était équivalente à leur valeur comptable, sauf pour les emprunts de Teekay Offshore, pour lesquels la juste valeur déterminée au moyen de données d'entrée de niveau 1 et de niveau 2 s'établissait à 2 611 M\$, contre une valeur comptable de 2 638 M\$.

Au 30 juin 2019, les actifs financiers comprenaient des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 264 M\$ (31 décembre 2018 – 283 M\$).

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018

Le tableau suivant présente la répartition des instruments financiers et leur classement connexe au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

BASE D'ÉVALUATION	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Coût amorti	Total
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	— \$	— \$	1 949 \$	1 949 \$
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net (courants et non courants) ¹	67	—	5 093	5 160
Autres actifs (courants et non courants) ²	—	—	563	563
Actifs financiers (courants et non courants) ³	413	376	580	1 369
Total	480 \$	376 \$	8 185 \$	9 041 \$
Passifs financiers				
Créditeurs et autres passifs ⁴	311 \$	48 \$	4 679 \$	5 038 \$
Emprunts (courants et non courants)	—	—	10 866	10 866
Total	311 \$	48 \$	15 545 \$	15 904 \$

1. Les débiteurs comptabilisés à la juste valeur se rapportent à nos activités minières.
2. Ne tient pas compte des paiements d'avance et autres actifs de 950 M\$.
3. Se reporter à la rubrique « Activités de couverture » à la note 4a) ci-après.
4. Ne tient pas compte des provisions, des passifs relatifs au démantèlement, des produits différés, des travaux en cours, des avantages postérieurs à l'emploi, ni des droits et taxes divers d'un montant de 4 044 M\$.

a) Activités de couverture

Couvertures d'investissement net

La société en commandite utilise des contrats de change et des instruments d'emprunt libellés en devises pour gérer le risque de change lié aux investissements nets dans des établissements à l'étranger. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, des pertes nettes avant impôt de 61 M\$ et de 75 M\$ (30 juin 2018 – profits nets de 32 M\$ et de 65 M\$) ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global relativement à la partie efficace des couvertures d'investissement net dans des établissements à l'étranger. Au 30 juin 2019, les soldes de l'actif dérivé et du passif dérivé découlant des contrats dérivés désignés à titre de couvertures d'investissement net se chiffraient, respectivement, à 14 M\$ (31 décembre 2018 – 76 M\$) et à 18 M\$ (31 décembre 2018 – néant).

Couvertures de flux de trésorerie

La société en commandite utilise des contrats de swap sur marchandises pour couvrir le prix d'achat de l'huile de décantation. Des contrats de change et des contrats d'option peuvent être utilisés pour couvrir les transactions futures hautement probables. La société en commandite utilise également des swaps de taux d'intérêt pour couvrir les flux de trésorerie liés à ses emprunts à taux variable. Un certain nombre de ces contrats sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, des pertes nettes avant impôt de 87 M\$ et de 49 M\$ (30 juin 2018 – profits nets de 23 M\$ et de 13 M\$) ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global relativement à la partie efficace des couvertures de flux de trésorerie. Au 30 juin 2019, les soldes de l'actif dérivé et du passif dérivé découlant des contrats dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie se chiffraient, respectivement, à 23 M\$ (31 décembre 2018 – 17 M\$) et à 112 M\$ (31 décembre 2018 – 48 M\$).

Les autres dérivés sont évalués à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les états consolidés du résultat net.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

b) Niveaux hiérarchiques des justes valeurs – instruments financiers

Les actifs et les passifs de niveau 3 évalués à la juste valeur de façon récurrente comprennent des actifs financiers de 285 M\$ (31 décembre 2018 – 280 M\$) et des passifs financiers de 89 M\$ (31 décembre 2018 – 50 M\$), lesquels sont évalués à la juste valeur au moyen de données d'entrée fondées sur les meilleures estimations de la direction de ce que des intervenants sur le marché utiliseraient pour évaluer les actifs et les passifs à la date d'évaluation.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019. Le tableau suivant présente le classement des actifs et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur selon le niveau des données d'entrée utilisées au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

	30 juin 2019			31 décembre 2018		
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers						
Actions ordinaires	256 \$	— \$	— \$	266 \$	— \$	— \$
Débiteurs	—	62	—	—	67	—
Actifs dérivés	10	125	—	41	202	—
Autres actifs financiers	3	—	285	—	—	280
Total	269 \$	187 \$	285 \$	307 \$	269 \$	280 \$
Passifs financiers						
Passifs dérivés	6 \$	419 \$	2 \$	13 \$	296 \$	13 \$
Autres passifs financiers	—	—	87	—	—	37
Total	6 \$	419 \$	89 \$	13 \$	296 \$	50 \$

Le tableau suivant présente la variation du solde des actifs financiers classés dans le niveau 3 au 30 juin 2019.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2019
Solde au début de l'exercice	280 \$
Variation de la juste valeur comptabilisée en résultat net	5
Solde à la fin de la période	285 \$

c) Compensation des actifs et des passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont compensés, et le montant net est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités lorsque la société en commandite a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Au 30 juin 2019, des actifs financiers d'un montant brut de néant (31 décembre 2018 – néant) et des passifs financiers d'un montant brut de néant (31 décembre 2018 – néant) étaient compensés dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités relativement aux instruments financiers dérivés.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

NOTE 5. ACTIFS FINANCIERS

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	30 juin 2019	31 décembre 2018
Courants		
Titres négociables	256 \$	265 \$
Liquidités soumises à restrictions	170	376
Contrats dérivés	108	223
Prêts et effets à recevoir	31	22
Total des actifs financiers courants	565 \$	886 \$
Non courants		
Titres négociables ¹	— \$	1 \$
Liquidités soumises à restrictions	198	32
Contrats dérivés	27	20
Prêts et effets à recevoir	122	150
Autres actifs financiers ¹	287	280
Total des actifs financiers non courants	634 \$	483 \$

1. Les autres actifs financiers comprenaient des débtures garanties liées à des sociétés de construction résidentielle comprises dans notre secteur Services commerciaux.

La diminution des actifs financiers par rapport au 31 décembre 2018 découle principalement d'une baisse de la juste valeur des dérivés de Greenergy et de la vente de titres cotés en bourse comptabilisés comme des actifs financiers au sein de notre secteur Siège social, combinées à la diminution des liquidités soumises à restrictions de Westinghouse et à la cession de l'entreprise de gestion d'installations de la société en commandite.

NOTE 6. DÉBITEURS ET AUTRES MONTANTS À RECEVOIR, MONTANT NET

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	30 juin 2019	31 décembre 2018
Courants, montant net	5 004 \$	4 307 \$
Non courants, montant net		
Débiteurs	139	37
Retenue sur des contrats avec des clients	103	103
Droits de facturation	642	713
Total des débiteurs et autres montants à recevoir non courants, montant net	884 \$	853 \$
Total	5 888 \$	5 160 \$

L'augmentation du montant net des débiteurs et des autres montants à recevoir par rapport au 31 décembre 2018 est essentiellement attribuable à l'acquisition de Clarios et à une hausse des créances clients de Greenergy en raison d'une hausse des prix des carburants à la fin du trimestre, facteurs partiellement contrebalancés par la cession de l'entreprise de gestion d'installations et de l'entreprise de relocalisation de dirigeants de la société en commandite.

Les droits de facturation représentent les droits non facturés de BRK Ambiental découlant des produits tirés de la construction relativement à des contrats liés à des concessions publiques classés comme des actifs financiers, lesquels sont comptabilisés quand il existe un droit inconditionnel de recevoir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers de la part du concédant à l'égard des services de construction.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

NOTE 7. STOCKS, MONTANT NET

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	<u>30 juin 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
Courants		
Matières premières et consommables ¹	840 \$	605 \$
Carburants ²	598	490
Travaux en cours	832	258
Certificats liés à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable ³	162	95
Produits finis et autres produits ⁴	982	114
Valeur comptable des stocks	3 414 \$	1 562 \$

1. Les matières premières et les consommables se composent principalement des matières premières dans notre secteur Activités industrielles.
2. Les carburants sont négociés sur des marchés actifs et achetés en vue de la revente dans un avenir rapproché. Par conséquent, les stocks de carburants sont comptabilisés à la juste valeur en fonction des cours du marché.
3. Les certificats liés à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable détenus à des fins de transaction au 30 juin 2019 avaient une juste valeur de 4 M\$ (31 décembre 2018 – néant). Il n'existe aucun marché externe permettant d'évaluer les certificats liés à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable. Afin d'évaluer ces contrats, la société en commandite a adopté une méthode d'établissement des prix qui tient compte à la fois de données d'entrée observables fondées sur les données du marché et d'hypothèses élaborées à l'interne en fonction de l'activité observable sur le marché.
4. Les produits finis et autres produits se composent surtout de produits finis dans nos secteurs Services d'infrastructures et Activités industrielles.

NOTE 8. ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	<u>30 juin 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24 \$	— \$
Débiteurs, montant net	145	28
Actifs financiers	7	—
Stocks	4	6
Actif d'impôt différé	1	—
Immobilisations corporelles	171	29
Immobilisations incorporelles	164	—
Actifs détenus en vue de la vente	516 \$	63 \$
Créditeurs et autres passifs	37 \$	9 \$
Passifs d'impôt différé	78	—
Emprunts	135	—
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	250 \$	9 \$

Services commerciaux – entreprise de gestion d'installations

Le 31 mai 2019, la société en commandite a conclu la vente de son entreprise de gestion d'installations pour un produit brut d'approximativement 1 G\$, et la société en commandite a par conséquent comptabilisé un profit avant impôt de 341 M\$.

Services commerciaux – entreprise de relocalisation de dirigeants

En juin 2019, la société en commandite a conclu la vente de son entreprise de relocalisation de dirigeants pour un produit d'approximativement 230 M\$, et la société en commandite a par conséquent comptabilisé un profit avant impôt de 180 M\$.

Activités industrielles – entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure

Au 30 juin 2019, notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure a classé comme détenus en vue de la vente certains actifs et passifs liés aux usines au sein des activités de produits préfabriqués.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

Activités industrielles – BRK Ambiental

Au 30 juin 2019, BRK Ambiental avait classé certains actifs et passifs liés à son entreprise de traitement des eaux industrielles comme détenus en vue de la vente.

NOTE 9. AUTRES ACTIFS

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	30 juin 2019	31 décembre 2018
Courants		
Travaux en cours ¹	517 \$	506 \$
Paielements d'avance et autres actifs	762	508
Total des autres actifs courants	1 279 \$	1 014 \$
Non courants		
Travaux en cours ¹	67 \$	57 \$
Paielements d'avance et autres actifs	422	442
Total des autres actifs non courants	489 \$	499 \$

1. Se reporter à la note 15 pour des renseignements supplémentaires.

NOTE 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	30 juin 2019	31 décembre 2018
Valeur comptable brute :		
Solde au début	8 415 \$	3 425 \$
Entrées	594	500
Cessions	(143)	(131)
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ¹	6 141	4 913
Transferts et actifs reclassés comme détenus en vue de la vente ²	(223)	(38)
Modifications de méthodes comptables	978	—
Écarts de change nets	105	(254)
Solde de clôture	15 867 \$	8 415 \$
Cumul de l'amortissement et des pertes de valeur		
Solde au début	(1 468) \$	(895) \$
Dotation à l'amortissement, amortissement pour déplétion et charge pour perte de valeur ⁴	(582)	(720)
Cessions	62	62
Transferts et actifs reclassés comme détenus en vue de la vente ²	28	2
Écarts de change nets	(48)	83
Solde de clôture	(2 008) \$	(1 468) \$
Valeur comptable nette³	13 859 \$	6 947 \$

1. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

2. Se reporter à la note 8 pour des renseignements supplémentaires.

3. Comprend des actifs au titre de droits d'utilisation de 1 144 M\$ au 30 juin 2019.

4. Comprend une charge pour perte de valeur de 63 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019 en raison de la réduction de la valeur de certains navires liés à notre participation dans Teekay Offshore.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018

NOTE 11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	30 juin 2019	31 décembre 2018
Valeur comptable brute :		
Solde au début	6 001 \$	3 360 \$
Entrées, montant net	101	153
Cessions	(32)	(8)
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ¹	6 545	2 911
Actifs reclassés comme détenus en vue de la vente ²	(436)	—
Écarts de change nets	75	(415)
Solde de clôture	12 254 \$	6 001 \$
Cumul de l'amortissement et des pertes de valeur		
Solde au début	(478) \$	(266) \$
Dotation à l'amortissement	(224)	(249)
Cessions	23	4
Actifs reclassés comme détenus en vue de la vente	84	—
Écarts de change nets	4	33
Solde de clôture	(591) \$	(478) \$
Valeur comptable nette	11 663 \$	5 523 \$

1. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.
2. Se reporter à la note 8 pour des renseignements supplémentaires.

NOTE 12. GOODWILL

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	30 juin 2019	31 décembre 2018
Solde au début de la période	2 411 \$	1 554 \$
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ¹	3 152	957
Pertes de valeur	(261)	—
Cessions	(21)	—
Actifs reclassés comme détenus en vue de la vente	(212)	—
Écart de change	46	(100)
Solde à la fin de la période	5 115 \$	2 411 \$

1. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019, la société en commandite a comptabilisé une perte de valeur du goodwill de 261 M\$ dans notre secteur Services d'infrastructures. Cette perte découle de notre participation dans Teekay Offshore en raison de modifications apportées aux occasions de redéploiement de certains navires et de la réévaluation des hypothèses futures, ce qui a eu pour effet de réduire la valeur comptable du goodwill de Teekay Offshore, qui est passée de 547 M\$ à 286 M\$. Le montant recouvrable repose sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie, selon un modèle des flux de trésorerie actualisés qui tient compte d'importantes données d'entrée non observables. Les estimations quant aux taux d'actualisation et aux flux de trésorerie futurs attendus sont des données d'entrée de niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs et reposent sur diverses hypothèses, notamment les contrats existants, les futurs taux de redéploiement des navires, les prévisions financières et les tendances du secteur.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

NOTE 13. PLACEMENTS MIS EN ÉQUIVALENCE

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Solde au début de l'exercice	541 \$	609 \$
Adoption d'une nouvelle norme comptable	—	(7)
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ¹	847	310
Entrées ²	4	267
Cessions ²	(5)	(599)
Quote-part du bénéfice net	30	10
Quote-part des autres éléments du résultat global	—	(1)
Distributions reçues	(20)	(29)
Écart de change	(3)	(19)
Solde à la fin de la période	1 394 \$	541 \$

1. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

2. Comprend des entrées/cessions sans effet sur la trésorerie liées à la consolidation de notre placement mis en équivalence dans Teekay Offshore en 2018.

NOTE 14. CRÉDITEURS ET AUTRES PASSIFS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Courants		
Créditeurs	2 882 \$	1 819 \$
Charges à payer et autres passifs ^{1, 2, 4, 5}	4 730	3 498
Travaux en cours ³	1 424	1 637
Provisions et passifs relatifs au démantèlement	410	234
Total des créditeurs et autres passifs courants	9 446 \$	7 188 \$
Non courants		
Créditeurs	99 \$	97 \$
Charges à payer et autres passifs ^{2, 4, 5}	3 978	1 206
Travaux en cours ³	58	71
Provisions et passifs relatifs au démantèlement	849	520
Total des créditeurs et autres passifs non courants	4 984 \$	1 894 \$

1. Comprend les découverts bancaires de 940 M\$ au 30 juin 2019 (31 décembre 2018 – 581 M\$).

2. Comprend une obligation au titre des prestations définies de 592 M\$ (tranche courante de 15 M\$ et tranche non courante de 577 M\$) et une obligation au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite de 74 M\$ (tranche courante de 5 M\$ et tranche non courante de 69 M\$) au 30 juin 2019.

3. Se reporter à la note 15 pour des renseignements supplémentaires.

4. Comprend des obligations locatives de 1 215 M\$ (tranche courante de 209 M\$ et tranche non courante de 1 006 M\$) au 30 juin 2019.

5. Comprend des passifs financiers de 1 735 M\$ (tranche courante de 87 M\$ et tranche non courante de 1 648 M\$) au 30 juin 2019 liés à la cession-bail d'hôpitaux, comme il est décrit ci-après.

L'augmentation des créditeurs et autres passifs par rapport au 31 décembre 2018 s'explique principalement par les acquisitions de Clarios et de Healthscope au deuxième trimestre de 2019, ainsi que par les obligations locatives pour le preneur comptabilisées au moment de l'adoption d'IFRS 16.

Dans le cadre de l'acquisition de Healthscope, la société en commandite a reçu un produit de 1,7 G\$ pour la cession-bail de 22 hôpitaux en tenure franche entièrement détenus. La société en commandite n'a pas abandonné le contrôle de ces hôpitaux et les hôpitaux n'ont pas été décomptabilisés des immobilisations corporelles. Le produit reçu a été comptabilisé comme un passif financier.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

NOTE 15. CONTRATS EN COURS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Coûts engagés au titre des contrats à la date considérée	20 385 \$	20 455 \$
Bénéfice comptabilisé à la date considérée (moins la perte comptabilisée)	2 075	1 946
	22 460	22 401
Moins : facturation à l'avancement	(23 358)	(23 546)
Travaux en cours au titre des contrats (passif)	(898) \$	(1 145) \$
Composantes :		
Montants dus par des clients – travaux en cours	584 \$	563 \$
Montants dus aux clients – créditeurs	(1 482)	(1 708)
Travaux en cours nets	(898) \$	(1 145) \$

NOTE 16. EMPRUNTS

a) Emprunts généraux

Au 30 juin 2019, la société en commandite avait une facilité de crédit renouvelable avec Brookfield permettant d'emprunter un montant maximal de 500 M\$ aux fins du financement des acquisitions et des placements. La facilité de crédit sera libellée en dollars américains ou canadiens, et les avances seront consenties en fonction du taux LIBOR, du taux de base, du taux des acceptations bancaires ou du taux préférentiel. La facilité de crédit porte intérêt au LIBOR ou au taux des acceptations bancaires majoré de 3,75 %, ou au taux de base ou au taux préférentiel majoré de 2,75 %. Au 30 juin 2019, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit.

La société en commandite détient également des facilités de crédit bilatérales auprès d'un groupe diversifié de banques offrant une capacité d'emprunt totale de 1 050 M\$. Les avances en vertu des facilités peuvent être prélevées en euros, en livres sterling, en dollars australiens, en dollars américains ou en dollars canadiens, et les avances portent intérêt au taux précisé parmi le LIBOR, l'EURIBOR, le CDOR, le BBSY ou le taux des acceptations bancaires majoré de 2,50 %, ou au taux précisé entre le taux de base et le taux préférentiel majoré de 1,50 %. Les facilités sont utilisées à des fins générales et pour le financement des acquisitions et des placements. Au 30 juin 2019, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit.

b) Emprunts de filiales sans recours

Le total des emprunts courants et non courants au 30 juin 2019 s'élevait à 22 516 M\$ (31 décembre 2018 – 10 866 M\$). L'augmentation de 11 650 M\$ par rapport au 31 décembre 2018 est essentiellement imputable à l'acquisition de Healthscope et de Clarios, en partie contrebalancée par les remboursements de titres d'emprunt de GrafTech et par la cession de notre entreprise de gestion d'installations.

Certaines entreprises de la société en commandite disposent de facilités de crédit dont les montants sont prélevés et remboursés sur une base mensuelle. Cette variation est comptabilisée en montant net dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités de la société en commandite.

La société en commandite a conclu, par l'intermédiaire de ses entreprises en exploitation, des facilités de crédit avec des institutions financières importantes. Il s'agit principalement de facilités de crédit à terme renouvelables et de facilités d'exploitation renouvelables assorties de taux d'intérêt variables. Dans certains cas, les facilités sont assorties de clauses restrictives financières, généralement sous la forme de ratios de couverture des intérêts et de ratios de levier financier. L'une des sociétés de services immobiliers de la société en commandite dans le secteur Services commerciaux dispose d'un programme de titrisation en vertu duquel elle transfère une participation en copropriété indivise dans des débiteurs admissibles sur une base entièrement administrée, contre un produit en trésorerie, à leur juste valeur aux termes de l'entente. Bien que la vente de la participation en copropriété soit considérée comme une vente légale, la société en commandite a déterminé que le critère de décomptabilisation d'actifs n'a pas été satisfait, car il n'y a pas un transfert de la quasi-totalité des risques et avantages liés au droit de propriété.

Nos activités respectent actuellement toutes les clauses restrictives significatives de leurs emprunts à terme et de leurs facilités de crédit, ou ont obtenu des exemptions à l'égard de celles-ci.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

NOTE 17. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, la société en commandite a conclu les transactions présentées ci-dessous avec des parties liées selon la valeur d'échange. Ces transactions ont été évaluées à la juste valeur et elles sont comptabilisées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

a) Transactions avec la société mère

Au 30 juin 2019, un montant de néant (31 décembre 2018 – néant) avait été prélevé sur les facilités de crédit aux termes des conventions de crédit liées à Brookfield.

La société en commandite a conclu une convention de dépôt avec Brookfield en vertu de laquelle elle peut déposer des fonds auprès de Brookfield, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration. Le solde de tout dépôt est payable à vue et est assorti d'un taux d'intérêt convenu selon les conditions du marché. Au 30 juin 2019, le montant du dépôt était de 1 181 M\$ (31 décembre 2018 – 244 M\$) et était compris dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, la société en commandite a gagné des produits d'intérêts de 1 M\$ et de 4 M\$ (30 juin 2018 – 4 M\$ et 7 M\$) sur ces dépôts.

La société en commandite paie à Brookfield des honoraires de gestion de base trimestriellement. Aux fins du calcul des honoraires de gestion de base, la capitalisation totale de Brookfield Business Partners L.P. correspond au cours moyen pondéré en fonction du volume trimestriel des parts de la société en commandite à la bourse principale (en fonction du volume de négociation) multiplié par le nombre de parts en circulation à la fin du trimestre (en supposant la conversion de la totalité des parts de rachat-échange en parts de Brookfield Business Partners L.P.), majoré de la valeur des titres des autres bénéficiaires de services, qui ne sont pas détenus par la société en commandite, majoré du montant de la dette impayée avec recours à l'égard d'un bénéficiaire de services, déduction faite de toute trésorerie détenue par de telles entités. Les honoraires de gestion de base se sont chiffrés à 12 M\$ et à 24 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019 (30 juin 2018 – 13 M\$ et 26 M\$).

En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC, Brookfield a le droit de recevoir des distributions incitatives. Le total de la distribution incitative pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019 s'est chiffré à néant et à néant (30 juin 2018 – 41 M\$ et 184 M\$).

En outre, au moment de la scission-distribution, la société en commandite a conclu des conventions d'indemnisation avec Brookfield relativement à certains contrats qui étaient en vigueur avant la scission-distribution. En vertu de ces conventions d'indemnisation, Brookfield a convenu de nous indemniser pour la réception de paiements au titre de ces contrats.

b) Autres

Les tableaux qui suivent présentent le sommaire des autres transactions que la société en commandite a conclues avec des parties liées.

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	2019	2018	2019	2018
Transactions au cours de la période¹				
Produits tirés des services commerciaux	103 \$	122 \$	194 \$	224 \$

1. Au sein de notre secteur Services commerciaux, la société en commandite fournit des services de construction à des sociétés liées de Brookfield.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	<u>30 juin 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
Solde à la fin de la période		
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	141 \$	63 \$
Créditeurs et autres passifs ¹	833 \$	63 \$
Immobilisations corporelles ²	30 \$	— \$

1. Ce solde au 30 juin 2019 comprend des obligations locatives de 35 M\$.

2. Ce solde au 30 juin 2019 comprend des actifs au titre de droits d'utilisation.

NOTE 18. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les activités de la société en commandite l'exposent à divers risques financiers, y compris le risque de marché (c'est-à-dire le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque sur marchandises et autre risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. La société en commandite et ses filiales utilisent de façon sélective des instruments financiers dérivés dans le but de gérer ces risques.

Le tableau qui suit présente le montant total de la position des instruments financiers dérivés de la société en commandite.

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	<u>30 juin 2019</u>		<u>31 décembre 2018</u>	
	<u>Actif financier</u>	<u>Passif financier</u>	<u>Actif financier</u>	<u>Passif financier</u>
Contrats de change à terme	48 \$	82 \$	100 \$	47 \$
Bons de souscription	—	2	—	13
Swaps de taux d'intérêt	2	279	3	144
Contrats liés aux marchandises	85	64	131	114
Swaps de devises	—	—	—	4
Contrats d'option	—	—	9	—
Total	135 \$	427 \$	243 \$	322 \$
Total courant	108 \$	167 \$	223 \$	157 \$
Total non courant	27 \$	260 \$	20 \$	165 \$

NOTE 19. CAPITAUX PROPRES

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, la société en commandite a distribué aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité et aux porteurs de parts de rachat-échange des dividendes de 8 M\$ et de 16 M\$, soit environ 0,0625 \$ par part de société en commandite (30 juin 2018 – 8 M\$ et 16 M\$). Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, la société en commandite a distribué aux autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation un montant de 450 M\$ et de 783 M\$ (30 juin 2018 – 917 M\$ et 1 658 M\$), principalement en raison des distributions du produit de la vente de notre entreprise énergétique en Australie, des distributions découlant de la vente de notre entreprise de gestion d'installations et des distributions provenant de Westinghouse.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2019, la société en commandite a racheté et annulé 89 027 parts de société en commandite pour un montant de 3 M\$ (30 juin 2018 – néant).

En juin 2019, la société en commandite a émis 13 837 000 parts de société en commandite au prix de 39,40 \$ par part, pour un produit brut d'approximativement 545 M\$, avant les frais d'émission de titres de capitaux propres de 14 M\$. Parallèlement, Holding LP a émis 6 610 000 parts de rachat-échange pour un produit net d'approximativement 250 M\$. Le placement de titres de capitaux propres a donné lieu à une diminution de la participation de Brookfield dans la société en commandite, qui est passée de 68 % à 63,1 %, compte non tenu de l'option de surallocation.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

a) Bénéfice par part de société en commandite

Le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019 s'est établi à 55 M\$ et à 87 M\$, respectivement. Le nombre moyen pondéré de parts de société en commandite en circulation pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019 était de 66 millions (30 juin 2018 – 66 millions).

b) Distribution incitative aux porteurs de parts de société en commandite spéciales

En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC, Brookfield a droit au versement de distributions incitatives fondées sur une hausse de 20 % du cours des parts de la société en commandite par rapport au seuil initial fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume des parts, sous réserve d'un cours plus élevé. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2019, le cours moyen pondéré en fonction du volume par part s'est établi à 38,64 \$, soit un montant inférieur au seuil de la distribution incitative antérieure de 41,96 \$ par part, ce qui s'est traduit par une distribution incitative de néant et de néant pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019 (30 juin 2018 – 41 M\$ et 184 M\$).

c) Parts de commandité et parts de société en commandite

PARTS	Parts de commandité	Parts de société en commandite	Total
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	4	66 185 798	66 185 802
Rachetées et annulées	—	(89 027)	(89 027)
Émises contre de la trésorerie	—	13 837 000	13 837 000
Solde au 30 juin 2019	4	79 933 771	79 933 775

d) Parts de rachat-échange détenues par Brookfield

PARTS	Parts de rachat-échange détenues par Brookfield
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	63 095 497
Émises contre de la trésorerie	6 610 000
Solde au 30 juin 2019	69 705 497

NOTE 20. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

a) Attribuable aux commanditaires

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Écart de change	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Autres¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	(182) \$	9 \$	(13) \$	(186) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	15	2	(16)	1
Solde au 30 juin 2019	(167) \$	11 \$	(29) \$	(185) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Écart de change	Titres disponibles à la vente	Autres¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	(111) \$	6 \$	(7) \$	(112) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(49)	7	11	(31)
Solde au 30 juin 2018	(160) \$	13 \$	4 \$	(143) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

b) Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle – parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Écart de change	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Autres¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	(232) \$	7 \$	(10) \$	(235) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	14	2	(15)	1
Solde au 30 juin 2019	(218) \$	9 \$	(25) \$	(234) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Écart de change	Titres disponibles à la vente	Autres¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	(165) \$	4 \$	(4) \$	(165) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(47)	6	11	(30)
Solde au 30 juin 2018	(212) \$	10 \$	7 \$	(195) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

NOTE 21. COÛTS D'EXPLOITATION DIRECTS

La société en commandite n'a pas d'employé ni d'administrateur principal et elle ne rémunère aucun principal dirigeant. Les principaux décideurs de la société en commandite sont tous des employés de la société mère ultime ou de ses filiales, laquelle fournit des services de gestion en vertu de la convention-cadre de services conclue avec Brookfield.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018

Les coûts d'exploitation directs comprennent l'ensemble des charges imputables, à l'exception des intérêts, des amortissements, de la charge pour perte de valeur, des autres charges et de l'impôt, et sont principalement imputables au coût des ventes et à la rémunération. Le tableau qui suit présente, par nature, les coûts d'exploitation directs pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 30 juin 2018.

<u>(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)</u>	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018
Coût des ventes	8 720 \$	7 739 \$	16 036 \$	14 915 \$
Rémunération	1 036	449	1 892	903
Impôts fonciers, taxes de vente et autres	20	12	41	31
Total	9 776 \$	8 200 \$	17 969 \$	15 849 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de charges s'est élevé à 6 146 M\$ et à 10 751 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019 (30 juin 2018 – 5 160 M\$ et 9 801 M\$).

NOTE 22. INFORMATION SECTORIELLE

Nos activités sont structurées en quatre secteurs opérationnels qui sont revus périodiquement par le principal décideur opérationnel aux fins d'affectation des ressources aux secteurs et d'évaluation de la performance de ceux-ci. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société sont les principales mesures utilisées par le principal décideur opérationnel pour l'évaluation de la performance et pour la prise de décisions concernant l'affectation des ressources.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie, le cas échéant, et autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous incluons notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations des placements mis en équivalence.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés pour calculer le BAIIA de la société, afin d'exclure l'incidence des profits (pertes) à la cession réalisés, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible, ainsi que des profits à la cession réalisés, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestre clos le 30 juin 2019				
	Total attribuable à la société en commandite				
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Produits	7 345 \$	1 105 \$	2 267 \$	— \$	10 717 \$
Coûts d'exploitation directs	(7 169)	(838)	(1 767)	(2)	(9 776)
Frais généraux et administratifs	(67)	(41)	(85)	(18)	(211)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ³	11	35	17	—	63
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ⁴	(59)	(173)	(324)	—	(556)
BAIIA de la société¹	61	88	108	(20)	237
Profit (perte) à la cession réalisé(e)	522	—	—	—	522
Autres produits (charges), montant net ⁵	—	4	—	—	4
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(38)	(97)	(186)	8	(313)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ³	(2)	(5)	(3)	—	(10)
Impôt exigible	(47)	—	(51)	5	(93)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ⁴	(154)	64	178	—	88
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société¹	342	54	46	(7)	435
Dotation aux amortissements ²					(441)
Charge pour perte de valeur, montant net					(324)
Autres produits (charges), montant net ⁵					(185)
Impôt différé					41
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ³					(30)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ⁴					611
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux porteurs de parts¹					107 \$

1. Le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts comprennent le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
2. Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : Services commerciaux, 58 M\$; Services d'infrastructures, 179 M\$; Activités industrielles, 204 M\$; et Siège social et autres, néant.
3. La somme de ces montants correspond à un bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 23 M\$.
4. Le total des éléments avec et sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond à une perte nette de 143 M\$, présentée dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.
5. La somme de ces montants correspond à d'autres charges de 181 M\$ présentées dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Semestre clos le 30 juin 2019				
	Total attribuable à la société en commandite				
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Produits	14 280 \$	2 394 \$	3 244 \$	— \$	19 918 \$
Coûts d'exploitation directs	(13 947)	(1 730)	(2 288)	(4)	(17 969)
Frais généraux et administratifs	(134)	(75)	(143)	(37)	(389)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ³	19	56	21	—	96
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ⁴	(112)	(422)	(619)	—	(1 153)
BAIIA de la société¹	106	223	215	(41)	503
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	522	—	(2)	—	520
Autres produits (charges), montant net ⁵	—	—	2	—	2
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(58)	(198)	(255)	14	(497)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ³	(3)	(8)	(4)	—	(15)
Impôt exigible	(57)	9	(85)	10	(123)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ⁴	(136)	130	256	—	250
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société¹	374	156	127	(17)	640
Dotation aux amortissements ²					(752)
Charge pour perte de valeur, montant net					(324)
Autres produits (charges), montant net ⁵					(273)
Impôt différé					22
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ³					(51)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ⁴					907
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux porteurs de parts¹					169 \$

1. Le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts comprennent le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
2. Pour le semestre clos le 30 juin 2019, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : Services commerciaux, 115 M\$; Services d'infrastructures, 348 M\$; Activités industrielles, 289 M\$; et Siège social et autres, néant.
3. La somme de ces montants correspond à un bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 30 M\$.
4. Le total des éléments avec et sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond à une perte nette de 4 M\$, présentée dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.
5. La somme de ces montants correspond à d'autres charges de 271 M\$ présentées dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestre clos le 30 juin 2018				
	Total attribuable à la société en commandite				
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Produits	7 859 \$	3 \$	909 \$	4 \$	8 775 \$
Coûts d'exploitation directs	(7 711)	—	(487)	(2)	(8 200)
Frais généraux et administratifs	(72)	—	(54)	(16)	(142)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ³	7	38	18	—	63
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ⁴	(46)	—	(268)	—	(314)
BAIIA de la société¹	37	41	118	(14)	182
Profit (perte) à la cession réalisé(e)	55	—	35	—	90
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(22)	—	(61)	—	(83)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ³	(1)	(15)	(4)	—	(20)
Impôt exigible	(22)	—	(30)	—	(52)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ⁴	19	—	41	—	60
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société¹	66	26	99	(14)	177
Dotation aux amortissements ²					(105)
Autres produits (charges), montant net					(7)
Impôt différé					39
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ³					(50)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ⁴					65
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux porteurs de parts¹					119 \$

1. Le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts comprennent le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandite, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
2. Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : Services commerciaux, 34 M\$; Services d'infrastructures, néant; Activités industrielles, 71 M\$; et Siège social et autres, néant.
3. La somme de ces montants correspond à un bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 7 M\$.
4. Le total des éléments avec et sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond à un bénéfice net de 189 M\$, présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audité.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Semestre clos le 30 juin 2018				
	Total attribuable à la société en commandite				
	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Produits	15 206 \$	5 \$	1 751 \$	7 \$	16 969 \$
Coûts d'exploitation directs	(14 945)	—	(900)	(4)	(15 849)
Frais généraux et administratifs	(139)	—	(89)	(32)	(260)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ³	15	73	34	—	122
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ⁴	(71)	—	(538)	—	(609)
BAIIA de la société¹	66	78	258	(29)	373
Profit (perte) à la cession réalisé(e)	55	—	51	—	106
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(41)	—	(128)	—	(169)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ³	(1)	(30)	(8)	—	(39)
Impôt exigible	(30)	—	(50)	—	(80)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ⁴	34	—	90	—	124
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société¹	83	48	213	(29)	315
Dotation aux amortissements ²					(211)
Autres produits (charges), montant net					(21)
Impôt différé					29
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ³					(73)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ⁴					154
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux porteurs de parts¹					193 \$

1. Le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts comprennent le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
2. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : Services commerciaux, 67 M\$; Services d'infrastructures, néant; Activités industrielles, 144 M\$; et Siège social et autres, néant.
3. La somme de ces montants correspond à un bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 10 M\$.
4. Le total des éléments avec et sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond à un bénéfice net de 331 M\$, présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

Actifs sectoriels

Dans le but de contrôler la performance sectorielle et la répartition des ressources entre les secteurs, le principal décideur opérationnel surveille les actifs, y compris les placements mis en équivalence, attribuables à chaque secteur.

Les tableaux suivants présentent une analyse des actifs de la société en commandite par secteur opérationnel à présenter au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

Au 30 juin 2019					
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Total de l'actif	12 114 \$	10 813 \$	24 006 \$	1 396 \$	48 329 \$

Au 31 décembre 2018					
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Total de l'actif	7 613 \$	11 640 \$	7 650 \$	415 \$	27 318 \$

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Les tableaux suivants présentent un résumé de nos produits sectoriels par pays en vertu d'IFRS 15 pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019.

Trimestre clos le 30 juin 2019					
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Royaume-Uni	5 028 \$	84 \$	27 \$	— \$	5 139 \$
Canada	859	15	173	—	1 047
Australie	896	3	—	—	899
Brésil	68	22	275	—	365
États-Unis	168	376	748	—	1 292
Moyen-Orient ¹	122	2	3	—	127
Europe	174	324	688	—	1 186
Autres	26	133	351	—	510
Total des produits en vertu d'IFRS 15	7 341 \$	959 \$	2 265 \$	— \$	10 565 \$
Produits autres qu'en vertu d'IFRS 15	4 \$	146 \$	2 \$	— \$	152 \$
Total des produits	7 345 \$	1 105 \$	2 267 \$	— \$	10 717 \$

1. Le Moyen-Orient comprend surtout les Émirats arabes unis.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

Semestre clos le 30 juin 2019					
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Royaume-Uni	9 874 \$	161 \$	48 \$	— \$	10 083 \$
Canada	1 749	28	364	—	2 141
Australie	1 616	6	—	—	1 622
Brésil	119	49	506	—	674
États-Unis	286	914	848	—	2 048
Moyen-Orient ¹	256	5	6	—	267
Europe	332	635	1 050	—	2 017
Autres	30	292	417	—	739
Total des produits en vertu d'IFRS 15	14 262 \$	2 090 \$	3 239 \$	— \$	19 591 \$
Produits autres qu'en vertu d'IFRS 15	18 \$	304 \$	5 \$	— \$	327 \$
Total des produits	14 280 \$	2 394 \$	3 244 \$	— \$	19 918 \$

Les tableaux suivants présentent un résumé du calendrier de comptabilisation de nos produits sectoriels en vertu d'IFRS 15 pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019.

Trimestre clos le 30 juin 2019					
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Produits et services offerts à un moment précis	5 839 \$	288 \$	2 205 \$	— \$	8 332 \$
Services transférés progressivement	1 502	671	60	—	2 233
Total des produits en vertu d'IFRS 15	7 341 \$	959 \$	2 265 \$	— \$	10 565 \$
Produits autres qu'en vertu d'IFRS 15	4	146	2	—	152
Total des produits	7 345 \$	1 105 \$	2 267 \$	— \$	10 717 \$

Semestre clos le 30 juin 2019					
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
Produits et services offerts à un moment précis	11 139 \$	713 \$	3 128 \$	— \$	14 980 \$
Services transférés progressivement	3 123	1 377	111	—	4 611
Total des produits en vertu d'IFRS 15	14 262 \$	2 090 \$	3 239 \$	— \$	19 591 \$
Produits autres qu'en vertu d'IFRS 15	18	304	5	—	327
Total des produits	14 280 \$	2 394 \$	3 244 \$	— \$	19 918 \$

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos
les 30 juin 2019 et 2018**

NOTE 23. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Semestres clos les	
	30 juin 2019	30 juin 2018
Intérêts versés	417 \$	94 \$
Impôt sur le résultat payé	118 \$	30 \$

Les montants versés et reçus au titre des intérêts sont présentés à titre de flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités.

L'information détaillée du poste Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net, dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités est la suivante :

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Semestres clos les	
	30 juin 2019	30 juin 2018
Débiteurs	(147) \$	(324) \$
Stocks	80	(73)
Paievements d'avance et autres	(12)	(79)
Créditeurs et autres passifs	557	(38)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	478 \$	(514) \$

NOTE 24. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

a) Distribution

Le 31 juillet 2019, le conseil d'administration a déclaré une distribution trimestrielle de 0,0625 \$ par part, payable le 30 septembre 2019 aux porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux le 30 août 2019.

b) Exercice de l'option des preneurs fermes

Le 23 juillet 2019, les preneurs fermes du placement de parts de société en commandite qui s'est clôturé le 28 juin 2019 ont acheté 1 070 000 parts de société en commandite additionnelles à un prix de 39,40 \$ par part, à l'exercice de l'option de surallocation des preneurs fermes. La société en commandite a reçu un produit brut additionnel d'approximativement 42 M\$ en raison de l'option de surallocation, avant des frais d'émission de titres de capitaux propres d'approximativement 2 M\$. Cette opération a donné lieu à une diminution de la participation de Brookfield dans la société en commandite, qui est passée à 62,7 %.

c) Acquisition d'Ouro Verde Locação e Serviços S.A. (« Ouro Verde »)

Le 8 juillet 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, la société en commandite a acquis une participation de 100 % dans Ouro Verde, une société spécialisée dans la gestion de parcs au Brésil, pour un montant d'approximativement 131 M\$. La quote-part de la société en commandite devrait s'établir à environ 50 M\$ et sera déterminée lorsque la participation des partenaires institutionnels sera finalisée, et la société en commandite s'attend à consolider cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

En raison de la récente conclusion de l'acquisition, l'évaluation exhaustive et la comptabilisation initiale du prix d'achat relativement au regroupement d'entreprises n'étaient pas disponibles à la date de publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Par conséquent, la société en commandite n'a pas présenté les montants comptabilisés à la date d'acquisition pour des catégories importantes d'actifs acquis et de passifs repris.

RAPPORT DE GESTION

Introduction

Le présent rapport de gestion de Brookfield Business Partners L.P. et ses filiales (collectivement, la « société en commandite » ou « nous ») porte sur la situation financière de la société en commandite au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 ainsi que sur les résultats d'exploitation pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018. L'information présentée dans ce rapport de gestion doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018 (les « états financiers intermédiaires »). Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 9 août 2019. Des renseignements additionnels sur la société en commandite figurent aux adresses www.sedar.com et www.sec.gov.

Le présent rapport de gestion contient des données historiques et des déclarations prospectives. Les lecteurs sont avisés que ces déclarations prospectives sont assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont présentés dans les déclarations prospectives.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et certaines déclarations prospectives prescrites par les lois sur les valeurs mobilières et les règles et règlements applicables. L'information et les déclarations prospectives peuvent comprendre des déclarations qui sont de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des déclarations pouvant porter sur la qualité de nos activités, nos affaires, notre situation financière, nos résultats financiers attendus, notre performance, nos prévisions, nos occasions, nos priorités, nos cibles, nos buts, nos objectifs continus, nos stratégies et nos perspectives, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir, et comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », « potentiel » et « possible », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Bien que cette information et ces déclarations prospectives soient fondées sur nos opinions, nos attentes et les hypothèses que nous formulons qui, à notre avis, sont raisonnables, le lecteur ne doit pas accorder une confiance induite à cette information et à ces déclarations prospectives puisque celles-ci sous-tendent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus ou non, dont plusieurs sont dépendants de notre volonté, qui pourraient faire en sorte que notre rendement, nos réalisations ou nos résultats réels diffèrent sensiblement du rendement, des réalisations ou des résultats futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont envisagés ou indiqués implicitement dans les déclarations prospectives sont notamment les suivants :

- les changements liés à la conjoncture en général;
- la conjoncture économique et commerciale qui pourrait avoir une incidence sur notre capacité à accéder aux marchés des capitaux et aux marchés du crédit;
- la nature cyclique de la plupart de nos activités;
- la possibilité que l'exploration et la mise en valeur dans le cadre de nos activités pétrolières et gazières n'entraînent pas d'actifs productifs sur le plan commercial;
- les mesures prises par des concurrents;
- le risque de change;
- notre capacité à réaliser des acquisitions ou autres opérations précédemment annoncées, ou à les réaliser dans le délai prévu;
- notre capacité à profiter pleinement des avantages prévus découlant de nos acquisitions, coentreprises, placements ou aliénations futurs ou existants, et les risques associés à ceux-ci;
- des mesures ou des mesures potentielles qui pourraient être prises par nos coentrepreneurs, nos partenaires, nos investisseurs de fonds ou nos colocataires;
- les risques couramment associés à une séparation entre la participation économique et le contrôle;
- l'incapacité à maintenir des contrôles internes efficaces;
- les mesures ou les mesures potentielles qui pourraient être prises par notre société mère ou par ses filiales (autres que la société en commandite);
- le départ d'une partie des professionnels clés de Brookfield ou de tous ceux-ci;
- les litiges en suspens ou sérieusement envisagés;
- les changements apportés à la législation et à la réglementation;
- les responsabilités environnementales possibles et les autres passifs éventuels
- notre capacité à souscrire des polices d'assurance adéquates à des taux raisonnables sur le plan commercial;
- notre situation financière et nos liquidités;

- les technologies substituts qui pourraient avoir une incidence sur la demande pour les entreprises et actifs que nous possédons et exploitons, ou sur l'utilisation de ceux-ci, et qui pourraient réduire ou supprimer l'avantage concurrentiel de nos entreprises et actifs;
- l'abaissement des notations et les conditions défavorables des marchés du crédit;
- les difficultés potentielles liées à l'obtention de recours légaux dans les territoires étrangers dans lesquels nous exerçons nos activités;
- les changements des marchés des capitaux, des taux de change des devises, des taux d'intérêt ou de la situation politique;
- l'incidence de la désintégration éventuelle d'unions politiques et économiques (ou le départ d'un membre d'une union);
- la volatilité générale des marchés des capitaux et du cours de nos parts de société en commandite;
- les risques liés à notre dépendance à la technologie;
- le risque de perte découlant de fraudes, de subornations, de corruptions ou d'autres actes illégaux;
- d'autres facteurs décrits ailleurs dans le présent document et à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F.

Les déclarations relatives aux « réserves » sont réputées être des déclarations prospectives, car elles reposent sur l'évaluation tacite, fondée sur certaines estimations et hypothèses, que les réserves décrites dans le présent document pourront être produites de façon rentable dans l'avenir. Nous exprimons des réserves relativement à toute déclaration prospective par ces mises en garde.

Nous mettons en garde les lecteurs que la liste précédente de facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils évaluent nos déclarations ou informations prospectives, les investisseurs et autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, nous ne nous engageons nullement à publier une mise à jour ou une révision de ces déclarations ou informations prospectives, de façon écrite ou orale, que ce soit par suite de l'obtention de nouveaux renseignements, de la survenance d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Ces facteurs de risque et d'autres facteurs sont traités en détail à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F. De nouveaux facteurs de risque peuvent intervenir à l'occasion, et il est impossible de prévoir l'ensemble de ces facteurs de risque, ni dans quelle mesure un facteur ou une combinaison de facteurs pourrait faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels de la société en commandite diffèrent significativement de ceux compris aux présentes déclarations prospectives. Compte tenu de ces risques et incertitudes, les investisseurs ne doivent pas se fier indûment aux déclarations prospectives ni les considérer comme une prédiction des résultats réels. Même si les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion sont fondées sur ce que la société en commandite considère comme des hypothèses raisonnables, la société en commandite ne peut garantir aux investisseurs que les résultats réels correspondront à ces déclarations prospectives. Les présentes déclarations prospectives sont formulées à la date du présent rapport de gestion.

Se reporter à notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F disponible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov; pour obtenir une liste détaillée des risques et incertitudes, à la rubrique « Facteurs de risque ».

Continuité des intérêts communs

Le 20 juin 2016, Brookfield a conclu la scission-distribution de la société en commandite au moyen d'un dividende exceptionnel distribué sous forme d'une portion de nos parts de société en commandite aux porteurs des actions à droit de vote restreint de catégorie A et de catégorie B de Brookfield (la « scission-distribution »). Le 1^{er} juin 2016, nous avons acquis la quasi-totalité des services commerciaux et des activités industrielles (l'« Entreprise ») et reçu de Brookfield 250 M\$ en trésorerie. En contrepartie, Brookfield a reçu i) environ 55 % des parts de société en commandite et 100 % des parts de commandité de la société en commandite; ii) des parts de société en commandite spéciales et des parts de rachat-échange de Brookfield Business L.P. (la « société de portefeuille SEC »), qui représentent une participation d'environ 52 % dans la société de portefeuille SEC; et iii) 15 M\$ d'actions privilégiées de certaines de nos filiales. Au 30 juin 2019, Brookfield détenait une participation approximative de 63 % dans la société en commandite, compte tenu d'un échange intégral. Les porteurs de parts de commandité, de parts de société en commandite, de parts de société en commandite spéciales et de parts de rachat-échange seront collectivement appelés les « porteurs de parts » tout au long du présent rapport de gestion. Les parts de société en commandite et les parts de rachat-échange présentent les mêmes caractéristiques économiques à tous les égards, à l'exception du fait que les parts de rachat-échange peuvent, à la demande de Brookfield, être rachetées en totalité ou en partie contre un montant en trésorerie correspondant à la valeur de marché de une part de société en commandite, multipliée par le nombre de parts de rachat-échange (sous réserve de certains ajustements). Par conséquent, à titre de porteur de parts de rachat-échange, Brookfield a droit au résultat net et aux distributions par part équivalant à la participation par part des parts de la société en commandite. Toutefois, compte tenu de l'option de rachat dont il est fait mention précédemment et du fait qu'elles ont été émises par notre filiale, nous présentons les parts de rachat-échange en tant que composante des participations ne donnant pas le contrôle.

Brookfield contrôlait directement et indirectement l'Entreprise avant la scission-distribution et elle a continué, par l'intermédiaire de sa participation dans la société en commandite, de contrôler cette dernière après la scission-distribution. Par conséquent, nous avons reflété les activités de l'Entreprise de même que sa situation financière et ses résultats d'exploitation d'après les valeurs comptables inscrites par Brookfield avant la scission-distribution.

Mode de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et selon les méthodes comptables que la société en commandite a appliquées dans ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date, ou dans ses états financiers annuels, sauf en ce qui concerne l'incidence de l'adoption des normes comptables décrites ci-après. Les méthodes comptables utilisées par la société en commandite dans ses états financiers annuels au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date sont présentées à la note 2 de ses états financiers annuels, auxquels il convient de se reporter au cours de la lecture des présents états financiers intermédiaires. Tous les termes définis sont également décrits dans les états financiers consolidés annuels. Les états financiers intermédiaires ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation et ils sont présentés en dollars américains, et les chiffres sont arrondis au million le plus près, sauf indication contraire. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Les états financiers intermédiaires comprennent les comptes de la société en commandite et de ses filiales consolidées, soit les entités sur lesquelles la société en commandite exerce un contrôle.

Nous présentons aussi une analyse des résultats d'exploitation par secteur correspondant à notre vision et à notre façon de gérer nos activités. Nos secteurs opérationnels sont les suivants : i) Services commerciaux, ii) Services d'infrastructures, iii) Activités industrielles et iv) Siège social et autres.

Les mesures non définies par les normes IFRS utilisées dans le présent rapport de gestion font l'objet d'un rapprochement avec ces données financières ou sont calculées d'après ces dernières. Sauf indication contraire, tous les montants présentés en dollars sont exprimés en millions de dollars américains. Le symbole « \$ AU » se rapporte aux montants exprimés en dollars australiens. Le symbole « BRL » se rapporte aux montants exprimés en reales brésiliens. Le symbole « £ » se rapporte aux montants exprimés en livres sterling. Le symbole « € » se rapporte aux montants exprimés en euros. Le symbole « \$ CA » se rapporte aux montants exprimés en dollars canadiens.

Aperçu de notre Entreprise

La société en commandite est une société en commandite exonérée des Bermudes enregistrée en vertu de la Bermuda Limited Partnership Act of 1883, dans sa version modifiée, et de la Bermuda Exempted Partnerships Act of 1992, dans sa version modifiée.

Notre société en commandite a été établie par Brookfield afin de constituer sa principale société en commandite ouverte pour l'exploitation de ses services commerciaux et activités industrielles. Nous exerçons nos activités principalement au Canada, en Australie, au Royaume-Uni, en Europe, aux États-Unis, au Brésil et au Moyen-Orient. Les activités de la société en commandite sont axées sur la détention et l'exploitation d'entreprises de grande qualité qui ont de faibles coûts de production ou qui bénéficient d'importantes barrières à l'entrée. Nous visons à créer de la valeur en accroissant les flux de trésorerie de nos entreprises, en poursuivant une stratégie d'acquisition axée sur les activités et en réinvestissant au moment opportun les capitaux générés par les activités et les cessions réalisées au sein de nos activités existantes, par les nouvelles acquisitions et par les investissements. La société en commandite a pour but de dégager des rendements pour les porteurs de parts, principalement au moyen de l'appréciation du capital et d'un taux de distribution modéré.

Secteurs opérationnels

Nous avons quatre secteurs opérationnels organisés en fonction de la façon dont la direction regroupe ses activités au sein de certains secteurs précis :

- i. Le secteur Services commerciaux comprend les services de soins de santé, la distribution et la commercialisation de carburants pour véhicules routiers, les services immobiliers, les services de logistique, les services-conseils financiers, les services liés au divertissement, les services sans fil à large bande et les services de construction.
- ii. Le secteur Services d'infrastructures comprend un fournisseur mondial de services dans le secteur de la production d'énergie et un fournisseur de services dans le secteur de la production pétrolière extracôtière.
- iii. Le secteur Activités industrielles comprend les activités d'exploitation minière, les activités de fabrication de batteries d'automobiles, d'électrodes de graphite et d'autres activités de fabrication, les services de gestion des eaux et eaux usées ainsi que la prospection et la production de gaz naturel.
- iv. Le secteur Siège social et autres englobe la gestion de la trésorerie générale et des liquidités et les activités liées à la gestion de la relation de la société en commandite avec Brookfield.

Les tableaux ci-dessous présentent la répartition, entre les secteurs opérationnels, de l'actif total de 48,3 G\$ au 30 juin 2019 et du total des produits de 19,9 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2019.

Secteurs opérationnels

	Actif	Produits
	Au	Semestre clos le
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2019	30 juin 2019
Services commerciaux	12 114 \$	14 280 \$
Services d'infrastructures	10 813	2 394
Activités industrielles	24 006	3 244
Siège social et autres	1 396	—
Total	48 329 \$	19 918 \$

Région

	Actif	Produits
	Au	Semestre clos le
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2019	30 juin 2019
Royaume-Uni	5 067 \$	10 108 \$
Canada	4 583	2 182
Australie	5 678	1 625
Brésil	5 401	753
États-Unis	11 012	2 052
Moyen-Orient	954	266
Europe	9 624	2 177
Autres	6 010	755
Total	48 329 \$	19 918 \$

Services commerciaux

Notre secteur Services commerciaux est principalement constitué de services i) de soins de santé; ii) de distribution et de commercialisation de carburants pour véhicules routiers, iii) de logistique, iv) de divertissement et v) de construction.

Le 6 juin 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons acquis Healthscope Limited (« Healthscope »), le deuxième plus grand exploitant d'hôpitaux privés en Australie et le plus important fournisseur de services de pathologie en Nouvelle-Zélande, pour un montant d'approximativement 4,1 G\$, y compris 1 G\$ sous forme de capitaux propres. Le reste du prix d'achat a été financé au moyen d'un financement par emprunt d'environ 1,4 G\$ et d'un montant de 1,7 G\$ provenant de transactions de cession-bail de 22 hôpitaux en tenure franche entièrement détenus. Healthscope exploite 43 hôpitaux privés répartis dans tous les États en Australie et détient 24 laboratoires de services de pathologie en Nouvelle-Zélande. La société offre aux médecins et aux patients l'accès à des salles d'opération, du personnel infirmier, des chambres et d'autres soins et produits essentiels. L'entreprise de services de pathologie de premier plan de Healthscope, située en Nouvelle-Zélande, offre des services d'examen pathologique visant des échantillons de sang, de tissus et d'autres échantillons biologiques en vue de diagnostiquer des maladies.

Notre entreprise de stockage et de distribution de carburants pour véhicules routiers est le plus gros fournisseur de carburants pour véhicules routiers au Royaume-Uni, grâce à son importante infrastructure d'importation et de stockage, à son réseau de distribution étendu et à ses relations clients à long terme. Les produits et les coûts d'exploitation directs de cette entreprise comprennent une taxe à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de cette taxe est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. Notre entreprise de commercialisation de carburants pour véhicules routiers comprend 234 stations-service de détail et dépanneurs connexes au Canada. L'entreprise profite déjà d'une importante étendue et d'une grande fidélité de la clientèle grâce principalement au programme de fidélité PC Optimum. En 2018, nous avons achevé le déploiement de la nouvelle marque Mobil sous laquelle 213 de nos stations-service de détail sont désormais exploitées.

En partenariat avec un important exploitant d'établissements canadien, nous exploitons trois établissements de divertissement dans la région du Grand Toronto. Actuellement, ces établissements comptent au total plus de 4 900 machines à sous et 160 tables de jeu et ils emploient plus de 2 700 personnes. En vertu d'un contrat à long terme conclu avec la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, nous détenons les droits exclusifs d'exploitation de ces établissements. Par l'entremise de notre partenariat, nous avons mis en œuvre une stratégie de croissance en fonction de laquelle nous prévoyons améliorer l'expérience de nos invités et transformer ces sites en des destinations de divertissement attrayantes et de premier plan. Ce projet de modernisation et d'aménagement devrait comprendre une gamme de divertissements améliorée et des agrandissements des établissements intégrés afin d'y inclure des commodités de premier ordre telles que des hôtels, des salles de conférence et de réception, des salles de spectacles, des restaurants et des commerces de détail.

Notre entreprise de services de construction est un entrepreneur mondial de premier plan qui mise tout particulièrement sur la construction de grande qualité et qui exerce principalement ses activités relativement aux immeubles de prestige complexes et à grand déploiement et des infrastructures sociales. Les projets de construction sont généralement administrés en vertu de contrats, à l'égard desquels nous assumons la responsabilité de la conception, du programme des travaux, des achats et de la construction, en contrepartie d'un prix déterminé. La plupart des activités de construction sont habituellement confiées en sous-traitance à des spécialistes reconnus qui ont généralement les mêmes obligations que celles énoncées dans le contrat de construction principal. Une plus petite partie des activités consiste en la gestion de la construction dans le cadre de laquelle nous facturons des frais pour la coordination des sous-traitants engagés par le client. Nous devons habituellement fournir des garanties pour les travaux exécutés, soit conformément aux dispositions précisées dans le contrat conclu avec le client ou selon les exigences réglementaires locales. Nous offrons des garanties bancaires et des cautionnements aux clients et demandons aux sous-traitants des garanties ou effectuons des retenues de garantie.

Nous comptabilisons les produits lorsqu'il est très probable que les avantages économiques iront à l'entreprise, que les produits peuvent être mesurés de manière fiable et que le recouvrement est assuré. Les produits sont comptabilisés progressivement à mesure que les obligations de prestation sont remplies, en fonction du degré d'avancement des travaux prévus au contrat à la date de clôture, mesuré selon la proportion des coûts du contrat engagés pour les travaux effectués à la date considérée par rapport au total des coûts estimés du contrat. Une grande partie des produits et des coûts liés à nos projets de construction sont gagnés et engagés en Australie et en Europe, et ils subissent principalement l'incidence des fluctuations du dollar australien et de la livre sterling. Une grande partie de nos produits proviennent de projets importants, et les résultats de nos activités de construction peuvent varier trimestriellement et annuellement, selon le volume des travaux au cours d'une période donnée. Étant donné que nous sommes actifs à l'échelle mondiale, nos activités sont touchées par la conjoncture économique générale et la croissance économique des régions précises où nous offrons nos services de construction.

Certains de nos services commerciaux ont un caractère saisonnier et sont tributaires du niveau général de l'activité économique ainsi que du volume de services achetés par nos clients qui en découle.

Services d'infrastructures

Notre secteur Services d'infrastructures comprend actuellement i) un fournisseur mondial de services d'infrastructures dans le secteur de la production d'énergie et ii) un fournisseur de services dans le secteur de la production pétrolière extracôtière.

En 2018, nous avons acquis Westinghouse, un fournisseur mondial de services d'infrastructures dans le secteur de la production d'énergie. Westinghouse est le fabricant d'équipement d'origine ou fournisseur de technologie pour environ 50 % des centrales nucléaires commerciales dans le monde et assure la prestation de services pour près des deux tiers du parc d'exploitation dans le monde. À l'avant-garde du secteur et faisant preuve d'innovation technologique depuis plusieurs décennies, Westinghouse dispose d'une main-d'œuvre hautement qualifiée possédant un savoir-faire dans un large éventail de technologies et des compétences de classe mondiale.

Les activités de Westinghouse génèrent des produits tout au long du cycle de vie d'une centrale nucléaire. Sa gamme de produits et de services contribue à l'exploitation sécuritaire et fiable du parc nucléaire commercial actuel. Les produits et les services offerts par Westinghouse comprennent le combustible essentiel au fonctionnement, des services d'entretien continu, des solutions techniques ainsi que des systèmes et des composantes usinées à des fins de contrôle et d'instrumentation. Westinghouse participe également à la décontamination, au démantèlement et à la remise en état des sites des centrales, surtout à la fin de leur durée d'utilité, en plus de fournir de la technologie, du matériel ainsi que des services d'ingénierie et de conception pour les nouvelles centrales à l'échelle mondiale.

La rentabilité des activités principales de Westinghouse axées sur les centrales en exploitation repose en grande partie sur les arrêts pour entretien et rechargement du combustible qui surviennent à intervalles réguliers. Malgré leur caractère saisonnier, ces périodes d'arrêt et services fournis sont imposés par des normes de réglementation, ce qui crée une demande stable pour les services de Westinghouse. Nous nous attendons à des variations saisonnières au cours d'un même exercice et d'un exercice à l'autre, en fonction du calendrier préétabli des cycles d'arrêt des centrales clientes. Westinghouse génère une grande partie de ses produits liés aux carburants aux premier et troisième trimestres, puisque l'entreprise expédie ses produits aux clients avant le printemps et l'automne, pendant les périodes d'arrêt des centrales où les travaux d'entretien et de rechargement du combustible sont effectués. Outre la prestation de ces services récurrents, Westinghouse effectue des travaux de modernisation axés sur des événements pour les centrales en exploitation, fabrique du matériel et des systèmes d'instrumentation et de contrôle pour les nouvelles centrales et effectue également la décontamination, le démantèlement et la remise en état des centrales lorsqu'elles cessent leurs activités et sont mises à l'arrêt.

Teekay Offshore Partners L.P. (« Teekay Offshore »), notre fournisseur international de services dans le secteur de la production pétrolière extracôtière, se spécialise dans les services de transport, de production pétrolière, de stockage et de remorquage sur de longues distances en mer ainsi que d'installation, d'entretien et de sécurité des activités extracôtières. Teekay Offshore exploite des pétroliers navettes (des navires hautement spécialisés équipés de systèmes de positionnement dynamique servant au déchargement des plateformes pétrolières extracôtières), des unités flottantes de production, de stockage et de déchargement en mer (« unités FPSO »), des unités flottantes de stockage et de déchargement en mer (« unités FSO ») et des navires de remorquage sur longues distances hautement spécialisés et également équipés de systèmes de positionnement dynamique. L'entreprise exerce ses activités dans des régions pétrolifères sélectionnées à l'échelle mondiale, notamment en mer du Nord (Norvège et Royaume-Uni), au Brésil et au Canada.

En 2018, nous avons augmenté notre participation dans Teekay Offshore GP L.L.C. (« Teekay Offshore GP ») pour la faire passer de 49 % à 51 %, ce qui s'est traduit par l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans Teekay Offshore. Nos produits dépendent en grande partie des contrats conclus avec nos clients, et ils sont principalement fondés sur des honoraires et ainsi comptabilisés quotidiennement de façon linéaire sur la durée des contrats. À titre d'entreprise qui tire des honoraires de services essentiels, elle a une exposition directe restreinte au risque sur marchandises et possède un important portefeuille de contrats à taux fixe à moyen et à long terme conclus principalement avec des contreparties de première qualité. En mai 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons acquis la totalité de la participation restante de Teekay Corporation dans Teekay Offshore, y compris la participation de commandité de 49 %, les parts de société en commandite, les bons de souscription et un engagement relatif à un emprunt pour un total de 100 M\$. Notre quote-part se chiffrait alors à environ 45 M\$, ce qui a accru notre participation de 25 % à 31 % dans Teekay Offshore.

Activités industrielles

Notre secteur Activités industrielles comprend principalement i) des activités de fabrication de batteries d'automobiles à l'échelle mondiale; ii) des activités d'exploitation minière d'agrégats et de métaux de spécialité au Canada; iii) certaines activités de fabrication industrielle comprenant principalement la fabrication d'électrodes de graphite à l'échelle mondiale et d'emballage récupérable et la fabrication de produits de soutien à l'infrastructure au Canada; iv) les services de gestion des eaux et eaux usées au Brésil; et v) la prospection et la production de gaz naturel.

Le 30 avril 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons conclu l'acquisition de Clarios, un chef de file mondial dans le secteur des batteries d'automobiles, pour un prix d'achat d'environ 13,2 G\$. Clarios fournit plus du tiers des batteries d'automobiles dans le monde et tire parti d'économies d'échelle pour ce qui est du développement des produits, de la fabrication et du recyclage de batteries usagées. La société exerce ses activités dans trois principales régions : l'Amérique du Nord et l'Amérique latine (les Amériques), d'où proviennent depuis toujours environ 60 % des produits de l'entreprise; l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique, région qui représente une autre tranche de 25 % des produits; et l'Asie-Pacifique, qui comprend la Chine et représente approximativement 15 % des produits. L'entreprise dessert une clientèle de fabricants d'équipement d'origine et une clientèle du marché secondaire en offrant de nombreux produits regroupés en deux principales catégories, soit les technologies de base (démarrage, éclairage et allumage) et les technologies avancées, catégorie qui comprend les batteries à séparateurs en fibre de verre microporeuse (AGM) et les batteries à électrolyte liquide améliorées.

Nous détenons des participations dans des activités d'exploitation minière d'agrégats et de métaux de spécialité au Canada. Ces activités minières consistent actuellement en une carrière de granulats calcaires située dans le nord de l'Alberta, au Canada, et la mine du Lac des Îles (« LDI »), en Ontario, au Canada. Les réserves minérales prouvées de la carrière de calcaire totalisent 575,2 millions de tonnes, et les réserves minérales prouvées et probables, 756,3 millions de tonnes.

En septembre 2018, les réserves souterraines et de surface de la mine du LDI étaient estimées à 40,9 millions de tonnes, d'une teneur moyenne en palladium de 2,31 g/t. Les passifs relatifs au démantèlement, qui se rapportent aux obligations juridiques et implicites découlant de la remise en état future du site et de la fermeture de sites miniers, sont comptabilisés lorsqu'ils prennent naissance, et un passif de même qu'un actif correspondant sont comptabilisés selon la meilleure estimation de la direction. Les coûts de remise en état sont garantis par une lettre de crédit, et les coûts de fermeture et de remise en état estimatifs font l'objet d'une provision dans la période comptable au cours de laquelle l'obligation découlant de la perturbation connexe prend naissance. Le total de tonnes broyées au deuxième trimestre de 2019 s'est établi à 955 659, contre 1 077 472 au deuxième trimestre de 2018. La réduction de la capacité de traitement tient principalement à la diminution de la disponibilité mécanique. L'équipe responsable de l'exploitation de la mine du LDI continue de se pencher sur les principales causes de la baisse du rendement. Par conséquent, la capacité de traitement a augmenté de façon continue au deuxième trimestre et a atteint le taux de production cible de 11 790 tonnes par jour en juin. En avril 2019, nous avons réalisé la vente d'actions dans le cadre d'un reclassement d'actions de notre entreprise d'extraction de palladium.

Notre secteur Activités industrielles inclut un fabricant d'électrodes de graphite et de coke en aiguilles utilisé dans la fabrication d'électrodes de graphite. Les électrodes de graphite sont surtout utilisées dans les fours électriques à arc des petites aciéries, et une part importante de nos ventes est réalisée dans le secteur de la production d'acier. Il s'agit d'un secteur d'activité hautement capitalistique qui présente d'importantes barrières à l'entrée et qui exige une expertise technique pour faire croître l'entreprise et assurer sa rentabilité. Nous avons rationalisé nos processus afin de réduire les délais de livraison et les coûts et d'offrir des produits et des services de qualité supérieure, ce qui devrait nous permettre de dégager des flux de trésorerie considérables et d'afficher des rendements tout au long du cycle.

En juin 2015, nous avons acquis une entreprise qui fabrique et commercialise un vaste éventail de produits d'infrastructure et de solutions d'ingénierie de construction. Nous avons réalisé l'acquisition en convertissant notre position sur un prêt à terme en une participation dans l'entreprise conformément à un plan d'arrangement en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada). Avant la restructuration du capital, nos résultats consolidés reflétaient les intérêts et les frais liés à notre position sur le prêt. Nous fabriquons et commercialisons des systèmes d'ingénierie en béton préfabriqué, tels que des garages de stationnement, des ponts, des installations sportives et des enveloppes de bâtiments. Nous servons des clients provenant de divers secteurs et de partout au Canada. La demande en matière d'infrastructures influe directement sur la croissance et la rentabilité de ces activités. Nous sommes en passe de céder ces activités.

En mai 2018, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons acquis une participation donnant le contrôle dans Schoeller Allibert Group B.V. (« Schoeller Allibert »), un grand fournisseur d'emballages de plastique récupérable européen. Les actions restantes continuent d'être détenues par la famille fondatrice de l'entreprise. Schoeller Allibert bénéficie d'une solide position concurrentielle compte tenu de sa clientèle à grande échelle diversifiée et de longue date qui sert de nombreuses industries et de sa solide réputation d'innovation en matière de produits. L'entreprise exerce ses activités dans un secteur en croissance du domaine de l'emballage qui présente des tendances favorables à long terme, soutenues par l'intérêt grandissant pour la durabilité et la logistique. En outre, selon nous, Schoeller Allibert est une entreprise qui a la possibilité d'augmenter sa taille de manière organique en pénétrant de nouveaux marchés et en développant de nouveaux produits et au moyen d'acquisitions.

Schoeller Allibert exploite des sites de fabrication répartis dans toute l'Europe ainsi qu'un site situé à Phoenix en Arizona, emploie 2 000 employés et possède une clientèle diversifiée établie depuis longtemps. Nous sommes d'avis que nous pouvons profiter d'une part significative du potentiel de croissance du marché, créé par l'abandon des emballages non réutilisables, et réaliser les améliorations sur le plan de l'efficacité opérationnelle. Nous concentrons nos efforts sur la mise en œuvre de mesures d'amélioration de l'efficacité et sur la croissance de la plateforme.

En 2017, nous avons acquis une participation donnant le contrôle dans la plus grande société fermée de gestion des eaux au Brésil (« BRK Ambiental »). BRK Ambiental offre des services de gestion des eaux et eaux usées, ce qui comprend la collecte, le traitement et la distribution, à une vaste gamme de clients résidentiels, industriels, commerciaux et étatiques aux termes d'accords de concession à long terme ajustés en fonction de l'inflation, de contrats de partenariat public-privé ou de contrats d'achat ferme dans tout le Brésil. Nous sommes d'avis que cette entreprise pourra tirer parti d'une plus grande part des améliorations liées aux réseaux d'aqueduc et d'égout prévues au Brésil au cours des 20 prochaines années, ce qui permettra d'investir d'importants capitaux supplémentaires offrant des rendements ajustés en fonction du risque stables et intéressants.

Nos activités de prospection et de production de gaz naturel mettent à profit l'historique et l'expérience de Brookfield en tant que propriétaire et exploitant d'entreprises hautement capitalistiques. Nous avons établi nos activités dans le secteur de l'énergie avec la même stratégie d'acquisition que nous avons adoptée au sein de notre entreprise en général; elles comprennent la prospection et la production de gaz naturel au Canada par l'entremise de notre plateforme de méthane de houille, ou « MH », en Alberta, au Canada. Nous exploitons également des services d'entretien de puits et des activités de forage à contrat, principalement dans le bassin sédimentaire de l'Ouest canadien (le « BSOC »).

Nos biens canadiens produisent environ 39 000 barils d'équivalent pétrole par jour (« bep/j »). Nos biens de MH consistent en des réserves de longue durée, à faible taux d'épuisement, situées à de faibles profondeurs et présentant un niveau de risque et des projets d'investissement peu élevés. Les produits tirés de la vente de gaz sont comptabilisés lorsque le titre de propriété du produit est transféré à l'acheteur en fonction du volume livré ainsi que du point de livraison et du prix prévu au contrat. Les produits tirés de la production de gaz dans laquelle nous détenons une participation avec d'autres producteurs sont comptabilisés en fonction de notre participation directe. Les produits provenant de cette activité sont exposés aux fluctuations des prix des marchandises.

Nos activités incluent également les activités de forage à contrat et les services d'entretien de puits effectués principalement dans le bassin sédimentaire de l'Ouest canadien (le « BSOC »), et comportent deux entreprises de forage au Texas (États-Unis). Nos produits tirés des activités de forage à contrat et d'entretien de puits sont tributaires des commandes et des contrats conclus avec les clients qui prévoient des prix fixes ou déterminables établis en fonction de tarifs journaliers, horaires ou contractuels. Une tranche importante des produits tirés des services d'entretien provient de grandes sociétés pétrolières et gazières nationales et mondiales qui ont des activités en Alberta, au Canada. Nos activités connaissent des fluctuations saisonnières puisque les conditions météorologiques influent sur notre capacité à déplacer le matériel lourd de façon sécuritaire et efficace dans les champs de pétrole et de gaz naturel de l'Ouest canadien. L'activité est habituellement à son plus haut niveau au cours des premier et quatrième trimestres, car le gel crée un sol stable permettant d'accéder facilement aux sites des puits et de déplacer plus facilement les appareils de forage et d'entretien, alors que le deuxième trimestre connaît généralement le plus faible niveau d'activité en raison des restrictions routières pendant le dégel printanier.

Dans notre secteur Activités industrielles, nous prévoyons engager des coûts futurs pour le démantèlement, l'abandon et la remise en état de nos actifs. La valeur actualisée de ces coûts futurs estimatifs de démantèlement, d'abandon et de remise en état est inscrite à l'actif et comptabilisée comme un passif à long terme.

Siège social et autres

Le secteur Siège social et autres englobe la gestion de la trésorerie générale et des liquidités, et les activités liées à la gestion de la relation de la société en commandite avec Brookfield.

Faits nouveaux concernant notre Entreprise

Les principaux faits nouveaux survenus dans le cadre de nos activités depuis le 31 mars 2019 sont mentionnés ci-dessous.

En avril 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, Brookfield a procédé à la restructuration du capital de Cardone Industries (« Cardone ») pour un montant d'environ 195 M\$, utilisé pour répondre aux besoins en liquidités à court terme de l'entreprise. La quote-part de la dette revenant à la société en commandite a été comptabilisée au poste Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net des états consolidés de la situation financière, et notre participation en titres de capitaux propres de 35 % était classée comme un actif financier au 30 juin 2019.

En avril 2019, nous avons réalisé la vente d'actions dans le cadre d'un reclassement d'actions de North American Palladium, notre entreprise d'extraction de palladium. Nous avons vendu environ 5,7 millions d'actions à un prix de 10 \$ par action, ce qui a permis de dégager un produit net d'environ 15 M\$ pour Brookfield Business Partners et a réduit à 20 % notre participation dans l'entreprise.

Le 30 avril 2019, nous avons conclu l'acquisition de Clarios pour un prix d'achat d'environ 13,2 G\$. La transaction a été financée au moyen de capitaux propres d'un montant de 3 G\$, dont notre quote-part se chiffrait à approximativement 860 M\$, pour une participation de 29 %. Une tranche de notre placement pourrait faire l'objet d'une syndication auprès de nos partenaires institutionnels. Nous envisageons également des options stratégiques en ce qui concerne les coentreprises mondiales de la société. Nous demeurons enthousiastes quant aux perspectives de croissance de Clarios et aux occasions qui s'offrent à elle en Inde. Dans le cadre de l'acquisition de Clarios, nous avons acquis 24 % des actions émises dans le public d'Amara Raja Batteries Ltd., l'un des principaux fabricants de solutions en matière de stockage d'énergie pour les marchés finaux des secteurs automobile et industriel. Nous en sommes maintenant à évaluer activement notre placement dans Amara Raja et à déterminer la meilleure façon de positionner la participation future de Clarios sur le marché indien. En août, nous avons également signé un contrat visant l'acquisition, auprès de Robert Bosch GmbH (« Bosch »), de sa participation de 20 % dans notre coentreprise de fabrication et de vente de batteries en Europe, dans laquelle Clarios détient le reste des participations. Nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre notre relation commerciale fructueuse avec Bosch, tant en Europe qu'à l'échelle mondiale. Nous sommes d'avis que notre participation dans la principale entreprise de batteries d'automobiles en Europe positionnera la société sur la bonne voie pour croître de manière significative, grâce à des technologies avancées en matière de batteries et des solutions destinées aux camions lourds et des occasions sur les marchés émergents. La transaction devrait se conclure au quatrième trimestre de 2019.

En mai 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, la société en commandite a acquis la totalité des participations restantes de Teekay Corporation dans Teekay Offshore, y compris la participation de commandité de 49 %, les parts de société en commandite, les bons de souscription et un engagement relatif à un emprunt pour un total de 100 M\$. Compte tenu de cette transaction, la participation de la société en commandite, avec la participation des partenaires institutionnels dans Teekay Offshore, s'élève à 73 %. La quote-part de la société en commandite est d'environ 45 M\$, ce qui a accru la participation de la société en commandite de 25 % à 31 %.

En mai 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons investi un capital additionnel d'environ 75 M\$ dans Ember Resources (« Ember »). La quote-part de Brookfield Business Partners s'est établie à approximativement 45 M\$, ce qui a porté à 46 % notre participation dans Ember.

Le 31 mai 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons conclu la vente de notre entreprise de gestion d'installations pour une contrepartie d'environ 1 G\$ (un produit net après impôt d'environ 170 M\$, pour la société en commandite).

Le 6 juin 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons clôturé l'acquisition de Healthscope pour un prix d'achat d'environ 4,1 G\$, y compris 1 G\$ sous la forme de capitaux propres. La quote-part de Brookfield Business Partners se chiffre à environ 295 M\$, pour une participation de 28 %. Une tranche de notre placement pourrait faire l'objet d'une syndication auprès de partenaires institutionnels. Le reste du prix d'achat a été financé au moyen d'un financement par emprunt d'environ 1,4 G\$ et d'un montant de 1,7 G\$ provenant de transactions de cession-bail de 22 hôpitaux en tenure franche entièrement détenus. La société en commandite n'a pas abandonné le contrôle de ces hôpitaux et les hôpitaux n'ont pas été décomptabilisés des immobilisations corporelles. Le produit reçu a été comptabilisé comme un passif financier.

En juin 2019, nous avons émis 8 760 000 parts de société en commandite dans le cadre d'un placement par voie de prise ferme, à l'intention d'un syndicat de preneurs fermes (collectivement, les « preneurs fermes ») à un prix de 39,40 \$ par part, pour un produit brut d'approximativement 345 M\$ (le « placement »). En outre, parallèlement au placement, Brookfield a acheté 6 610 000 parts de rachat-échange de la société de portefeuille SEC de Brookfield Business Partners, pour un montant total d'environ 250 M\$. Parallèlement au placement, Brookfield Business Partners a émis 5 077 000 parts par voie d'un placement privé pour un produit brut d'environ 200 M\$. Après la clôture du trimestre, le 23 juillet 2019, les preneurs fermes ont exercé en partie leur option de surallocation pour acheter 1 070 000 parts additionnelles, pour un produit brut additionnel d'environ 42 M\$ revenant à Brookfield Business Partners.

Le 27 juin 2019, nous avons conclu la vente de notre entreprise de services de relocalisation de dirigeants d'envergure mondiale pour un produit net d'environ 230 M\$.

Le 8 juillet 2019, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons annoncé la clôture de l'acquisition de 100 % des capitaux propres d'Ouro Verde Locação e Serviços S.A. (« Ouro Verde »), une société de gestion de parcs au Brésil. La société en commandite financera une tranche d'environ 50 M\$ de l'acquisition au moyen des liquidités disponibles, pour une participation de 39 %.

Perspectives

Nous nous efforçons d'augmenter les flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation au moyen d'acquisitions et d'occasions de croissance interne, comme il est décrit ci-après. Nous sommes d'avis que notre plateforme d'exploitation mondiale de premier ordre nous permet de répartir le capital de façon efficiente entre les secteurs et les régions présentant les meilleures occasions de réaliser le rendement que nous visons à l'échelle mondiale. Nous cherchons aussi activement à monnayer nos actifs au bilan à mesure qu'ils arrivent à maturité et nous réinvestissons le produit dans des stratégies de placement à rendement plus élevé, ce qui permet d'améliorer les rendements.

Au sein de notre secteur Services commerciaux, nous avons conclu au cours du deuxième trimestre de 2019 l'acquisition de Healthscope, le deuxième plus grand exploitant d'hôpitaux privés en Australie et le plus important fournisseur de services de pathologie en Nouvelle-Zélande. L'entreprise de services de pathologie de premier plan de Healthscope, située en Nouvelle-Zélande, offre des services d'examen pathologique visant des échantillons de sang, de tissus et d'autres échantillons biologiques en vue de diagnostiquer des maladies. Healthscope a fait ses preuves en tant qu'entreprise de grande qualité, axée sur des stratégies défensives et qui génère des flux de trésorerie. Nous croyons qu'il est possible d'améliorer et de faire croître le portefeuille d'actifs de grande qualité de Healthscope. Healthscope est prête à tirer avantage du secteur bien établi et en croissance des soins de santé privés en Australie, lequel est appuyé par de solides tendances à long terme, incluant l'accroissement et le vieillissement de la population, ainsi que par des politiques gouvernementales visant à augmenter la souscription à des assurances maladie privées.

Multiplex, notre entreprise de services de construction, représente un des exploitants les plus solides à l'échelle mondiale et nous continuons de conclure de nouveaux contrats et de maintenir un carnet de commandes bien garni sur les marchés principaux en Australie et au Royaume-Uni, alors que nous concentrons nos efforts sur le retour à des niveaux plus près du rendement historique. Au Royaume-Uni, malgré certaines faiblesses occasionnées par les préoccupations entourant le Brexit, nous continuons de miser sur des projets d'aménagement à plus grande échelle à Londres, notre marché principal. Nous continuons également de développer notre plateforme de distribution et de commercialisation de carburants pour véhicules routiers par l'entremise d'acquisitions complémentaires, qui nous permettent d'exercer nos activités dans de nouvelles régions et d'offrir de nouvelles gammes de produits. En ce qui a trait à nos établissements de divertissement, notre stratégie de croissance à long terme inclut l'amélioration de l'expérience client et l'agrandissement des établissements pour y intégrer des installations de pointe, des hôtels et des salles de spectacle de premier plan. La construction a commencé sur l'installation élargie des sites Woodbine et Pickering. Nous continuons également de rechercher des occasions de monétisation dans ce secteur. Au cours du deuxième trimestre de 2019, nous avons conclu la cession de BGIS, notre entreprise de gestion d'installations, et de BGRS, notre entreprise de services de relocalisation de dirigeants.

Au sein de notre secteur Services d'infrastructures, Westinghouse continue de générer des gains au chapitre de la productivité dans la foulée des mesures d'amélioration en cours qui visent à rehausser davantage la valeur de l'entreprise à plus long terme. Teekay Offshore a été mise au défi de mobiliser des capitaux de manière rentable et de tirer profit d'occasions de croissance. Notre consortium a récemment soumis une offre visant l'acquisition des parts ordinaires restantes de Teekay Offshore émises et en circulation. Après notre offre, Teekay Offshore a confié à un comité indépendant spécial de son conseil d'administration, composé d'administrateurs sans lien avec Brookfield, la tâche d'évaluer notre offre de manière indépendante.

Dans notre secteur Activités industrielles, au deuxième trimestre de 2019, nous avons conclu l'acquisition de Clarios, le chef de file mondial de la technologie de batteries d'automobiles. En tant que chef de file mondial du marché fournissant plus du tiers des batteries d'automobiles dans le monde, Clarios tire parti d'économies d'échelle pour ce qui est du développement des produits, de la fabrication et du recyclage de batteries usagées. L'entreprise est bien positionnée pour profiter des tendances favorables du secteur automobile à l'échelle mondiale, et nous travaillons en étroite collaboration avec la direction de la société pour établir un plan stratégique global et mener à terme des initiatives visant à améliorer la rentabilité des activités de la société en Amérique du Nord et de ses coentreprises mondiales.

Au sein de BRK Ambiental, notre entreprise de service de traitement des eaux et des eaux usées au Brésil, nous poursuivons nos initiatives d'amélioration opérationnelle, y compris le bilan de sécurité, l'achèvement de notre programme de certification de la qualité de l'eau, le développement de nos relations de prêt et la réduction des coûts d'emprunt globaux. Au cours du trimestre, nous avons conclu un accord visant la vente de trois actifs industriels de BRK Ambiental pour un montant d'environ 200 M\$. Nous prévoyons clore cette transaction plus tard au cours de l'exercice et le produit de la vente servira à financer la poursuite de la construction de concessions municipales à croissance supérieure. Notre entreprise d'extraction de palladium continue de profiter de la forte demande et du prix du palladium, de même que de l'incidence favorable des améliorations opérationnelles au sein de l'entreprise.

D'un point de vue géographique, notre stratégie consiste à adopter une perspective à long terme à l'égard des régions où Brookfield est bien établie, et à investir de façon plus importante durant les périodes marquées par la faiblesse du marché. Au Brésil, après la clôture du trimestre, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons acquis la totalité d'Ouro Verde Locação e Serviços S.A. («Ouro Verde»), une société de gestion de parcs de premier ordre au Brésil qui loue plus de 22 000 véhicules lourds et légers et offre des services connexes d'entretien, d'exploitation et autres à des sociétés diversifiées au Brésil et à l'échelle mondiale. L'entreprise a su se tailler une place parmi les principales sociétés de gestion de parcs au Brésil, grâce à son important parc diversifié, à ses activités étendues à l'échelle du pays et aux relations à long terme établies avec ses clients, autant de facteurs qui la placent sur la bonne voie pour connaître une croissance interne.

Les occasions pour la société en commandite d'augmenter ses flux de trésorerie au moyen d'acquisitions et de la croissance interne reposent sur des hypothèses à l'égard de nos activités et des marchés que la direction estime raisonnables dans les circonstances. Il n'existe aucune garantie à l'égard de la croissance de nos flux de trésorerie, du capital investi dans les acquisitions ou de la croissance interne. Se reporter à la rubrique « Déclarations prospectives » du présent rapport de gestion.

Résultats d'exploitation consolidés intermédiaires résumés non audités

Comparaison des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2019 et 2018

Le tableau ci-dessous présente nos résultats d'exploitation pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018. D'autres précisions concernant nos résultats d'exploitation et notre performance financière sont fournies à la rubrique « Analyse sectorielle ».

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, sauf les montants par part)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Produits	10 717 \$	8 775 \$	19 918 \$	16 969 \$
Coûts d'exploitation directs	(9 776)	(8 200)	(17 969)	(15 849)
Frais généraux et administratifs	(211)	(142)	(389)	(260)
Dotation aux amortissements	(441)	(105)	(752)	(211)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(313)	(83)	(497)	(169)
Bénéfice (perte) comptabilisé(e) selon la méthode de la mise en équivalence, montant net	(324)	—	(324)	—
Charge pour perte de valeur, montant net	23	(7)	30	10
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	522	90	520	106
Autres produits (charges), montant net	(181)	(7)	(271)	(21)
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	16	321	266	575
(Charge) économie d'impôt exigible	(93)	(52)	(123)	(80)
(Charge) économie d'impôt différé	41	39	22	29
Bénéfice net (perte nette)	(36) \$	308 \$	165 \$	524 \$
Attribuable aux éléments suivants :				
Commanditaires	55 \$	40 \$	87 \$	5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :				
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management	52	38	82	4
Commanditaires spéciaux	—	41	—	184
Participations d'autres entités	(143)	189	(4)	331
Bénéfice net (perte nette)	(36) \$	308 \$	165 \$	524 \$
Bénéfice de base et dilué par part de société en commandite ^{1, 2}	0,82 \$	0,60 \$	1,30 \$	0,07 \$

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, dilué et pondéré en fonction du temps, compte tenu de l'échange de parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management contre des parts de société en commandite, s'est chiffré à 129,9 millions et à 129,5 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, respectivement, et à 129,3 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018.

2. Le bénéfice (la perte) attribuable aux parts de société en commandite après dilution est diminué(e) des distributions incitatives versées aux porteurs de parts de société en commandite spéciales au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, nous avons présenté une perte nette de 36 M\$, dont un bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de 107 M\$. Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, nous avons comptabilisé un bénéfice net de 308 M\$ et un bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de 119 M\$. La diminution est principalement attribuable aux pertes de valeur liées à notre placement dans Teekay Offshore au cours du trimestre et à la hausse de la dotation aux amortissements découlant des acquisitions de Westinghouse et de Clarios, combinées aux coûts de transaction liés aux acquisitions de Clarios et Healthscope au cours du trimestre.

Pour le semestre clos le 30 juin 2019, nous avons présenté un bénéfice net de 165 M\$, dont un bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de 169 M\$. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, nous avons comptabilisé un bénéfice net de 524 M\$ et un bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de 193 M\$. La diminution s'explique principalement par les mêmes facteurs que ceux décrits précédemment.

Produits

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, les produits ont augmenté de 1 942 M\$, pour se chiffrer à 10 717 M\$, comparativement à 8 775 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018. L'augmentation des produits est principalement attribuable aux acquisitions de Clarios et de Westinghouse au deuxième trimestre de 2019 et au troisième trimestre de 2018, respectivement. L'augmentation des produits a été partiellement contrebalancée par une diminution des produits de Greenergy, notre entreprise de distribution de carburants, principalement en raison des prix et des volumes. Les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent des taxes à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de ces taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise.

Pour le semestre clos le 30 juin 2019, les produits ont augmenté de 2 949 M\$, pour s'établir à 19 918 M\$, comparativement à 16 969 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018. L'augmentation des produits est principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux décrits précédemment, conjugués à la consolidation de Teekay Offshore au troisième trimestre de 2018.

Coûts d'exploitation directs

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 1 576 M\$, pour se chiffrer à 9 776 M\$, par rapport à 8 200 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des coûts d'exploitation directs tient essentiellement aux acquisitions de Clarios et de Westinghouse au deuxième trimestre de 2019 et au troisième trimestre de 2018, respectivement. L'augmentation des coûts d'exploitation directs a été partiellement contrebalancée par la baisse des prix et des volumes de Greenergy. Comme il est mentionné précédemment, les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent des taxes à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de ces taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, l'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à une réduction d'environ 60 M\$ des coûts d'exploitation directs.

Pour le semestre clos le 30 juin 2019, les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 2 120 M\$, pour se chiffrer à 17 969 M\$, par rapport à 15 849 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des coûts d'exploitation directs est principalement imputable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment. Pour le semestre clos le 30 juin 2019, l'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à une réduction d'environ 113 M\$ des coûts d'exploitation directs.

Frais généraux et administratifs

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 69 M\$, pour s'établir à 211 M\$, comparativement à 142 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais généraux et administratifs ont augmenté en raison principalement des acquisitions de Clarios et de Westinghouse au deuxième trimestre de 2019 et au troisième trimestre de 2018, respectivement.

Pour le semestre clos le 30 juin 2019, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 129 M\$, pour s'établir à 389 M\$, comparativement à 260 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement des mêmes facteurs que ceux décrits précédemment, conjugués à l'acquisition de Schoeller au deuxième trimestre de 2018.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements comprend l'amortissement pour déplétion lié aux actifs pétroliers et gaziers, l'amortissement des immobilisations corporelles et l'amortissement des immobilisations incorporelles. L'apport le plus important à la dotation aux amortissements provient de nos secteurs Services d'infrastructures et Activités industrielles. La dotation aux amortissements de notre secteur Services d'infrastructures découle principalement de l'amortissement de contrats conclus avec des clients et de l'amortissement des immobilisations corporelles de Westinghouse ainsi que de l'amortissement des navires et du matériel de Teekay Offshore. La dotation aux amortissements de notre secteur Activités industrielles provient principalement des amortissements des immobilisations corporelles de notre entreprise de fabrication de batteries d'automobiles, de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et de nos services de traitement des eaux et eaux usées, ainsi que de nos actifs liés à l'énergie, dont les immobilisations corporelles font l'objet d'un amortissement pour déplétion selon le mode des unités d'œuvre d'après les réserves prouvées et probables. Nous utilisons le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières (le « Règlement 51-101 ») pour définir et calculer les réserves prouvées et probables aux fins du calcul de la dotation aux amortissements.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, la dotation aux amortissements a augmenté de 336 M\$ par rapport à la période correspondante close le 30 juin 2018. L'augmentation de la dotation aux amortissements tient principalement aux acquisitions de Clarios et de Westinghouse au deuxième trimestre de 2019 et au troisième trimestre de 2018, respectivement, ainsi qu'à la consolidation de Teekay Offshore à compter du troisième trimestre de 2018. Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, l'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à une augmentation d'environ 47 M\$ de la dotation aux amortissements.

Pour le semestre clos le 30 juin 2019, la dotation aux amortissements a augmenté de 541 M\$ par rapport à la période correspondante close le 30 juin 2018, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux décrit précédemment. Pour le semestre clos le 30 juin 2019, l'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à une augmentation d'environ 88 M\$ de la dotation aux amortissements.

Produits (charges) d'intérêts, montant net

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, les charges d'intérêts nettes ont augmenté de 230 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2018. L'augmentation tient principalement à l'inclusion de coûts d'emprunts additionnels liés aux acquisitions de Clarios et de Healthscope au deuxième trimestre de 2019, conjuguée à l'acquisition de Westinghouse et à la consolidation de Teekay Offshore au troisième trimestre de 2018. Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, l'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à une augmentation d'environ 13 M\$ des charges d'intérêts.

Pour le semestre clos le 30 juin 2019, les charges d'intérêts nettes ont augmenté de 328 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2018, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux décrits précédemment. Pour le semestre clos le 30 juin 2019, l'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à une augmentation d'environ 25 M\$ des charges d'intérêts.

Bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, montant net

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, le bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence a augmenté de 30 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable au fait que les résultats de la période précédente comprenaient la comptabilisation selon la méthode de la mise en équivalence, au deuxième trimestre de 2018, d'une perte de valeur relative à des navires de Teekay Offshore, combinée à l'apport des placements mis en équivalence de Clarios, une entreprise acquise au deuxième trimestre de 2019.

Pour le semestre clos le 30 juin 2019, le bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence a augmenté de 20 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison des mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment, partiellement contrebalancés par la perte d'apport découlant de la cession de notre participation de 33 % dans Berkshire Hathaway HomeServices (« HomeServices ») et de Quadrant Energy au deuxième trimestre de 2018 et au quatrième trimestre de 2018, respectivement.

Charge pour perte de valeur, montant net

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, nous avons comptabilisé une charge pour perte de valeur de 324 M\$ liée à notre placement dans Teekay Offshore. Au cours du trimestre, conformément aux méthodes comptables de la société en commandite, une analyse de dépréciation a été effectuée à l'égard de Teekay Offshore et de notre placement dans celle-ci. Selon les résultats de l'analyse, une perte de valeur liée aux immobilisations corporelles et au goodwill a été comptabilisée. Aucune charge pour perte de valeur n'a été comptabilisée au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018.

Profit sur les acquisitions et cessions, montant net

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, nous avons comptabilisé un profit net de 522 M\$, principalement lié à la cession de notre entreprise de gestion d'installations (« BGIS ») (341 M\$ avant impôt) et de notre entreprise de relocalisation de dirigeants (« BGRS ») (180 M\$ avant impôt) au deuxième trimestre de 2019. Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, nous avons comptabilisé un profit net de 90 M\$, essentiellement lié à la cession de notre participation dans HomeServices (55 M\$ avant impôt), ainsi qu'au profit comptabilisé à la vente d'actifs de drainage en acier de notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure (35 M\$ avant impôt).

Pour le semestre clos le 30 juin 2019, nous avons comptabilisé un profit net de 520 M\$, principalement lié à la cession de BGIS et de BGRS. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, nous avons comptabilisé un profit net de 106 M\$, essentiellement lié à la cession de HomeServices et à la vente d'actifs de drainage en acier de notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure, ainsi qu'à un profit comptabilisé à la vente de certains terrains et immeubles au sein de notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure (16 M\$ avant impôt).

Autres produits (charges), montant net

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, les autres charges de 181 M\$ se rapportent à des coûts de transaction liés aux acquisitions de Clarios et de Healthscope au deuxième trimestre de 2019, combinés aux coûts de restructuration liés à Westinghouse et aux pertes latentes sur les dérivés liés à Teekay Offshore. Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les autres charges de 7 M\$ se rapportent principalement aux fluctuations de la juste valeur des dérivés de Greenergy, qui ont été partiellement contrebalancées par une augmentation de la valeur des bons de souscription détenus au sein de notre secteur Services d'infrastructures.

Pour le semestre clos le 30 juin 2019, les autres charges de 271 M\$ se rapportent principalement aux facteurs susmentionnés, conjugués aux coûts de transactions liés à la vente de BGIS. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les autres charges de 21 M\$ se rapportent principalement aux facteurs susmentionnés, conjugués aux fluctuations de la juste valeur des couvertures au sein de nos activités liées à l'énergie au Canada.

(Charge) économie d'impôt

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, la charge d'impôt exigible et l'économie d'impôt différé se sont élevées à 93 M\$ et à 41 M\$, respectivement, comparativement à une charge d'impôt exigible de 52 M\$ et à une économie d'impôt différé de 39 M\$ pour la période correspondante de 2018. La charge d'impôt exigible a augmenté principalement en raison de l'acquisition de Clarios et de l'impôt associé à la cession de BGIS et de BGRS. L'impôt différé a diminué en raison de l'acquisition de Clarios.

Pour le semestre clos le 30 juin 2019, la charge d'impôt exigible et l'économie d'impôt différé se sont élevées à 123 M\$ et à 22 M\$, respectivement, comparativement à une charge d'impôt exigible de 80 M\$ et à une économie d'impôt différé de 29 M\$ pour la période correspondante de 2018. L'augmentation du total de la charge d'impôt, qui a atteint 101 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2019, comparativement à un total de la charge d'impôt de 51 M\$ pour la période correspondante de 2018, tient aux mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, notre taux d'imposition effectif était de 325 %, alors que notre taux d'imposition composé était de 27 %. L'écart entre notre taux d'imposition effectif et notre taux d'imposition composé tient principalement au fait que nous exerçons nos activités dans divers pays dont les taux d'imposition sont, pour la plupart, différents de notre taux d'imposition national prévu par la loi; et même si notre bénéfice consolidé comprend le bénéfice attribuable aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, nos charges d'impôt consolidées ne comprennent que notre quote-part de la charge d'impôt connexe. L'écart varie d'une période à l'autre selon l'importance relative du bénéfice comptabilisé dans chaque pays et dans chaque entreprise.

En outre, pour le trimestre, le profit à la vente des placements dans notre secteur Services commerciaux était assujéti à un taux d'inclusion de 50 % aux fins de l'impôt au Canada et les pertes de l'exercice considéré subies au sein de nos secteurs Activités industrielles et Services d'infrastructures n'ont pas été comptabilisées.

Sommaire des résultats

Résultats trimestriels

Le total des produits et du bénéfice net (de la perte nette) pour les huit plus récents trimestres se présente comme suit :

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, sauf les montants par part)								
	2019		2018				2017	
Trimestres clos	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits	10 717 \$	9 201 \$	10 209 \$	9 990 \$	8 775 \$	8 194 \$	8 379 \$	7 640 \$
Coûts d'exploitation directs	(9 776)	(8 193)	(9 205)	(9 080)	(8 200)	(7 649)	(8 034)	(7 295)
Frais généraux et administratifs	(211)	(178)	(209)	(174)	(142)	(118)	(107)	(95)
Dotation aux amortissements	(441)	(311)	(286)	(251)	(105)	(106)	(109)	(109)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(313)	(184)	(181)	(148)	(83)	(86)	(67)	(66)
Bénéfice (perte) comptabilisé(e) selon la méthode de la mise en équivalence, montant net	23	7	9	(9)	(7)	17	8	37
Charge pour perte de valeur, montant net	(324)	—	(38)	(180)	—	—	(9)	—
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	522	(2)	147	247	90	16	—	(14)
Autres produits (charges), montant net	(181)	(90)	(73)	(42)	(7)	(14)	(72)	(41)
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	16	250	373	353	321	254	(11)	57
(Charge) économie d'impôt exigible	(93)	(30)	(63)	(43)	(52)	(28)	(11)	(19)
(Charge) économie d'impôt différé	41	(19)	84	(25)	39	(10)	16	6
Bénéfice net (perte nette)	(36) \$	201 \$	394 \$	285 \$	308 \$	216 \$	(6) \$	44 \$
Attribuable aux éléments suivants :								
Commanditaires	55 \$	32 \$	70 \$	(1) \$	40 \$	(35) \$	(79) \$	(8) \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :								
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.	52	30	66	—	38	(34)	(83)	(8)
Commanditaires spéciaux	—	—	—	94	41	143	117	25
Participations d'autres entités	(143)	139	258	192	189	142	39	35
Bénéfice net (perte nette)	(36) \$	201 \$	394 \$	285 \$	308 \$	216 \$	(6) \$	44 \$
Bénéfice (perte) de base et dilué(e) par part de société en commandite ^{1, 2}	0,82 \$	0,48 \$	1,04 \$	— \$	0,60 \$	(0,53) \$	(1,25) \$	(0,15) \$

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, dilué et pondéré en fonction du temps, compte tenu de l'échange de parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management contre des parts de société en commandite, s'est chiffré à 129,9 millions et à 129,5 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, respectivement, et à 129,3 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018.
2. Le bénéfice (la perte) attribuable aux parts de société en commandite après dilution est diminué(e) des distributions incitatives versées aux porteurs de parts de société en commandite spéciales au cours des trimestres clos le 30 septembre 2017, le 31 décembre 2017, le 31 mars 2018, le 30 juin 2018 et le 30 septembre 2018.

Les produits et les charges d'exploitation varient d'un trimestre à l'autre, principalement en raison des acquisitions et des cessions d'entreprises, des fluctuations des taux de change, des cycles des affaires et économiques, des facteurs économiques et la volatilité des prix des marchandises et des facteurs climatiques et du caractère saisonnier des activités sous-jacentes. Le caractère saisonnier touche notre secteur Activités industrielles, principalement en raison des activités de forage à contrat et des services d'entretien de puits, puisque les conditions météorologiques influent sur notre capacité à déplacer le matériel lourd de façon sécuritaire et efficace dans les champs de pétrole et de gaz naturel de l'Ouest canadien. Au sein de notre secteur Services d'infrastructures, les principales centrales en exploitation de Westinghouse génèrent la majeure partie de leurs produits à l'automne et au printemps, pendant les périodes d'arrêt des centrales aux fins des travaux d'entretien et de rechargement du combustible. En outre, les activités sont exposées au caractère cyclique des engagements découlant des contrats conclus avec les clients. Certains de nos services commerciaux enregistrent habituellement un rendement plus solide au second semestre de l'exercice, tandis que d'autres services, comme nos entreprises de commercialisation et de distribution de carburants, enregistrent un rendement plus solide aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice. Le bénéfice net dépend des profits et des pertes périodiques sur les acquisitions, la monétisation et la dépréciation.

Examen de la situation financière consolidée

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 940 \$	1 949 \$
Actifs financiers	1 199	1 369
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	5 888	5 160
Stocks et autres actifs	5 182	3 075
Actifs détenus en vue de la vente	516	63
Immobilisations corporelles	13 859	6 947
Actifs d'impôt différé	573	280
Immobilisations incorporelles	11 663	5 523
Placements mis en équivalence	1 394	541
Goodwill	5 115	2 411
Total de l'actif	48 329 \$	27 318 \$
Passif et capitaux propres		
Passif		
Créditeurs et autres passifs	14 430 \$	9 082 \$
Passifs liés aux actifs classés comme détenus en vue de la vente	250	9
Emprunts généraux	—	—
Emprunts sans recours des filiales de Brookfield Business Partners	22 516	10 866
Passifs d'impôt différé	1 843	867
Total du passif	39 039 \$	20 824 \$
Capitaux propres		
Commanditaires	2 150 \$	1 548 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :		
Parts de rachat-échange, actions privilégiées et parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield Asset Management Inc.	1 736	1 415
Participations d'autres entités	5 404	3 531
Total des capitaux propres	9 290	6 494
Total du passif et des capitaux propres	48 329 \$	27 318 \$

Actifs financiers

Les actifs financiers se composent de titres négociables, de prêts et effets à recevoir, de contrats dérivés et de liquidités soumises à restrictions. Le solde a diminué de 170 M\$, passant de 1 369 M\$ au 31 décembre 2018 à 1 199 M\$ au 30 juin 2019. La diminution est principalement attribuable à un ajustement de la juste valeur des dérivés de Greenergy, à la vente de titres cotés en bourse comptabilisés comme un actif financier au sein de notre secteur Siège social, à la cession de BGIS et à la baisse des liquidités soumises à restrictions de Westinghouse. La diminution des actifs financiers a été en partie contrebalancée par l'acquisition de Clarios au deuxième trimestre de 2019.

Le tableau suivant présente les actifs financiers par secteur au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
30 juin 2019	542 \$	337 \$	313 \$	7 \$	1 199 \$
31 décembre 2018	623 \$	360 \$	333 \$	53 \$	1 369 \$

Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net

Les débiteurs et autres montants à recevoir, montant net, ont augmenté de 728 M\$, passant de 5 160 M\$ au 31 décembre 2018 à 5 888 M\$ au 30 juin 2019. Cette augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de Clarios au deuxième trimestre de 2019, à une augmentation des créances clients de Greenergy, en raison d'une hausse des prix du carburant à la fin du trimestre, et de Multiplex, en raison principalement des activités en Australie, facteurs partiellement contrebalancés par la cession de BGIS et de BGRS.

Stocks et autres actifs

Les stocks et autres actifs ont augmenté de 2 107 M\$, passant de 3 075 M\$ au 31 décembre 2018 à 5 182 M\$ au 30 juin 2019. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions de Clarios et de Healthscope au cours du trimestre, combinées à une augmentation pour Greenergy, qui tient à une augmentation des prix du carburant à la fin du trimestre.

Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de la vente s'élevaient à 516 M\$ au 30 juin 2019, comparativement à 63 M\$ au 31 décembre 2018. Au 30 juin 2019, les actifs détenus en vue de la vente comprenaient les actifs industriels de BRK Ambiental. Les actifs détenus en vue de la vente comptabilisés au 31 décembre 2018 avaient principalement trait au reclassement de certains actifs de notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure dans les actifs détenus en vue de la vente.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Le solde des immobilisations corporelles de 13 859 M\$ au 30 juin 2019 a augmenté de 6 912 M\$ comparativement à 6 947 M\$ au 31 décembre 2018. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions de Clarios et de Healthscope au deuxième trimestre de 2019, conjuguées à la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation découlant de contrats de location lors de l'adoption d'IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019, facteurs partiellement contrebalancés par une perte de valeur comptabilisée à l'égard de navires de Teekay Offshore. Au 30 juin 2019, le solde des immobilisations corporelles comprenait un montant de 1 144 M\$ d'actifs au titre de droits d'utilisation.

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 6 140 M\$, passant de 5 523 M\$ au 31 décembre 2018 à 11 663 M\$ au 30 juin 2019. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions de Clarios et de Healthscope au deuxième trimestre de 2019, facteur partiellement contrebalancé par la cession de BGIS.

Les dépenses d'investissement représentent des entrées d'immobilisations corporelles et de certaines immobilisations incorporelles et elles comprennent les investissements de maintien, qui sont nécessaires au maintien de la performance actuelle de nos activités, ainsi que les investissements de croissance, qui sont effectués afin d'acquérir de nouveaux actifs en vue d'élargir nos activités existantes. Au sein de notre secteur Services commerciaux, les dépenses d'investissement étaient principalement liées à des travaux de mise à niveau du réseau et à du matériel à Imagine, aux agrandissements de terminaux à Greenergy, ainsi qu'à l'entretien et à l'amélioration des hôpitaux de Healthscope. Au sein de notre secteur Services d'infrastructures, les dépenses d'investissement étaient principalement attribuables aux dépenses liées à la remise à neuf du matériel, à l'outillage et à la nouvelle conception de carburants de Westinghouse ainsi qu'aux coûts de mise en cale sèche et aux entrées de Teekay Offshore. Enfin, au sein de notre secteur Activités industrielles, les dépenses d'investissement étaient principalement liées aux agrandissements et au remplacement de matériel à nos entreprises de fabrication de batteries d'automobiles et d'électrodes de graphite ainsi qu'à nos entreprises d'exploitation minière. Nous incluons également les entrées d'immobilisations incorporelles de BRK Ambiental dans les dépenses d'investissement en raison de la nature de ses accords de concession. Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, les dépenses d'investissement totales se sont chiffrées à 259 M\$. Les dépenses d'investissement de nos secteurs Services commerciaux, Services d'infrastructures et Activités industrielles ont totalisé 33 M\$, 87 M\$ et 139 M\$, respectivement.

Placements mis en équivalence

Les placements mis en équivalence ont augmenté de 853 M\$, passant de 541 M\$ au 31 décembre 2018 à 1 394 M\$ au 30 juin 2019, principalement en raison de l'acquisition de Clarios au deuxième trimestre de 2019.

Goodwill

Le goodwill a augmenté de 2 704 M\$, passant de 2 411 M\$ au 31 décembre 2018 à 5 115 M\$ au 30 juin 2019, principalement en raison des acquisitions de Clarios et de Healthscope au deuxième trimestre de 2019, en partie contrebalancées par une perte de valeur liée à notre placement dans Teekay Offshore et par la cession de BGIS et de BGRS.

Créditeurs et autres passifs

Les créditeurs et autres passifs ont augmenté de 5 348 M\$, passant de 9 082 M\$ au 31 décembre 2018 à 14 430 M\$ au 30 juin 2019. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions de Clarios et de Healthscope au deuxième trimestre de 2019, conjuguées à la comptabilisation d'obligations locatives lors de l'adoption d'IFRS 16. Au 30 juin 2019, le solde des créditeurs et autres passifs comprenait des obligations locatives pour le preneur de 1 215 M\$.

Emprunts généraux et sans recours

Vous trouverez de l'information sur les emprunts à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts

Au 30 juin 2019, notre structure du capital était composée de deux catégories de parts de société en commandite : les parts de société en commandite et les parts de commandité. Les parts de société en commandite permettent à leur porteur de toucher leur quote-part des distributions. Les parts de commandité donnent à leur porteur le droit de régir nos politiques financières et d'exploitation. Se reporter à la section 10.B., « Actes constitutifs – Description de nos parts et de notre convention de société en commandite », dans le rapport annuel sur formulaire 20-F.

La structure du capital de la société de portefeuille SEC est composée de trois catégories de parts de société : les parts de société en commandite spéciales, les parts du commandité gestionnaire et les parts de rachat-échange détenues par Brookfield. En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC, le commanditaire spécial a le droit de recevoir des distributions incitatives fondées sur une hausse de 20 % du prix des parts de la société en commandite par rapport à un seuil initial. Se reporter à la section 10.B., « Actes constitutifs – Description de nos parts et de notre convention de société en commandite », dans le rapport annuel sur formulaire 20-F.

Au cours du deuxième trimestre de 2019, le cours moyen pondéré en fonction du volume par part était de 38,64 \$, soit un montant inférieur au seuil de la distribution incitative antérieure de 41,96 \$ par part, ce qui s'est traduit par une distribution incitative de néant pour le trimestre.

Dans le cadre de la scission-distribution, Brookfield a en outre souscrit des actions privilégiées de nos entités de portefeuille pour un montant de 15 M\$.

Le 10 août 2018, la Bourse de Toronto a accepté un avis déposé par la société en commandite annonçant son intention de commencer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant ses parts de société en commandite. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, notre conseil d'administration nous a autorisés à racheter un maximum de 10 % des parts émises et en circulation au 9 août 2018, soit 3 371 900 parts. Le 3 janvier 2019, nous avons annoncé que nous avons mis en place un programme de rachat automatique dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le nombre maximal de parts pouvant être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a été modifié pour passer de 3 371 900 parts, soit 10 % du flottant, à 3 309 289, ce qui représente 5 % du nombre total de parts émises et en circulation. Au 30 juin 2019, 89 027 parts avaient été rachetées.

En juin 2019, nous avons émis 8 760 000 parts de société en commandite dans le cadre d'un placement par voie de prise ferme, à l'intention d'un syndicat de preneurs fermes (collectivement, les « preneurs fermes ») à un prix de 39,40 \$ par part, pour un produit brut d'approximativement 345 M\$ (le « placement »). En outre, parallèlement au placement, Brookfield a acheté 6 610 000 parts de rachat-échange de la société de portefeuille SEC de Brookfield Business Partners, pour un montant total d'environ 250 M\$. Parallèlement au placement, Brookfield Business Partners a émis 5 077 000 parts par voie d'un placement privé pour un produit brut d'environ 200 M\$. Après la clôture du trimestre, le 23 juillet 2019, les preneurs fermes ont exercé en partie leur option de surallocation pour acheter 1 070 000 parts additionnelles, pour un produit brut additionnel d'environ 42 M\$ revenant à Brookfield Business Partners.

Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018, le nombre total de parts de la société en commandite se détaillait comme suit :

<u>PARTS</u>	<u>30 juin 2019</u>	<u>31 décembre 2018</u>
Parts de commandité	4	4
Parts de société en commandite	79 933 771	66 185 798
Participations ne donnant pas le contrôle :		
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield	69 705 497	63 095 497
Parts de société en commandite spéciales	4	4

Analyse sectorielle

IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, exige que les secteurs opérationnels soient établis en fonction de rapports internes qui sont revus périodiquement par notre principal décideur opérationnel aux fins d'affectation des ressources aux secteurs et d'évaluation de la performance de ceux-ci. Les principales mesures utilisées par le principal décideur opérationnel pour l'évaluation de la performance et la prise de décisions concernant l'affectation des ressources sont les flux de trésorerie liés aux opérations, ou les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, et le BAIIA de la société.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie, s'il y a lieu, et autres éléments. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts ou sur une base nette à la société mère. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société représentent une mesure clé de notre performance financière, et nous utilisons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour évaluer les résultats d'exploitation et la performance de nos activités. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits (des charges) d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que de l'incidence des profits (des pertes) à la cession réalisé(e)s, de l'impôt exigible et des produits (des charges) d'intérêts lié(e)s aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société est présenté sur une base nette aux porteurs de parts ou sur une base nette à la société mère. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS » pour une analyse plus détaillée et un rapprochement avec les mesures définies par les normes IFRS les plus comparables.

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	2019	2018	2019	2018
Produits	10 717 \$	8 775 \$	19 918 \$	16 969 \$
Coûts d'exploitation directs	(9 776)	(8 200)	(17 969)	(15 849)
Frais généraux et administratifs	(211)	(142)	(389)	(260)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	63	63	96	122
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(556)	(314)	(1 153)	(609)
BAIIA de la société²	237 \$	182 \$	503 \$	373 \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	522	90	520	106
Autres produits (charges), montant net	4	—	2	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(313)	(83)	(497)	(169)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(10)	(20)	(15)	(39)
Impôt exigible	(93)	(52)	(123)	(80)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	88	60	250	124
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	435 \$	177 \$	640 \$	315 \$

1. Attribuable aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non conforme aux normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie, s'il y a lieu, et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits (des charges) d'intérêts, de l'impôt exigible, de l'incidence des profits (des pertes) à la cession réalisé(e), de l'impôt exigible et des produits (des charges) d'intérêts lié(s) aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, nous avons présenté un BAIIA de la société de 237 M\$, soit une hausse de 55 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2018. L'augmentation du BAIIA de la société est principalement attribuable aux meilleurs résultats de notre secteur Services d'infrastructures en raison de l'acquisition de Westinghouse au troisième trimestre de 2018, ainsi que de notre secteur Services commerciaux compte tenu de la hausse des apports de notre entreprise de services de construction et des apports de Healthscope, une société acquise au deuxième trimestre de 2019. Cette hausse a été en partie contrebalancée par une diminution au sein de notre secteur Activités industrielles en raison de la baisse des apports de GrafTech, en raison principalement d'une diminution de notre participation, combinée à l'incidence négative de 50 M\$ des coûts plus élevés que la normale liés à la réévaluation à la hausse des stocks dans le cadre de la comptabilisation du prix d'achat de l'acquisition de Clarios au deuxième trimestre de 2019. L'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à une augmentation d'environ 21 M\$ du BAIIA de la société pour le trimestre clos le 30 juin 2019.

Pour le semestre clos le 30 juin 2019, le BAIIA de la société s'est chiffré à 503 M\$, soit une hausse de 130 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2018. L'augmentation s'explique par les mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, nous avons présenté des flux de trésorerie liés aux opérations de la société de 435 M\$, soit une hausse de 258 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2018. L'augmentation tient principalement aux profits comptabilisés à la cession de BGIS et de BGRS au deuxième trimestre de 2019, combinés aux facteurs ayant contribué à l'augmentation du BAIIA de la société. L'augmentation des flux de trésorerie liés aux opérations de la société a été en partie contrebalancée par la hausse des charges d'intérêts découlant d'emprunts additionnels liés aux acquisitions de Westinghouse, de Clarios et de Healthscope. En outre, les résultats de la période précédente comprennent un profit comptabilisé à la cession de notre participation de 33 % dans HomeServices. L'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à une augmentation d'environ 17 M\$ des flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour le trimestre clos le 30 juin 2019.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour le semestre clos le 30 juin 2019 se sont établis à 640 M\$, en hausse de 325 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont augmenté en raison des mêmes facteurs que ceux susmentionnés.

Services commerciaux

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Services commerciaux pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Produits	7 345 \$	7 859 \$	14 280 \$	15 206 \$
Coûts d'exploitation directs	(7 169)	(7 711)	(13 947)	(14 945)
Frais généraux et administratifs	(67)	(72)	(134)	(139)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	11	7	19	15
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(59)	(46)	(112)	(71)
BAIIA de la société²	61 \$	37 \$	106 \$	66 \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	522	55	522	55
Autres produits (charges), montant net	—	—	—	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(38)	(22)	(58)	(41)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(2)	(1)	(3)	(1)
Impôt exigible	(47)	(22)	(57)	(30)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	(154)	19	(136)	34
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	342 \$	66 \$	374 \$	83 \$

Le tableau suivant présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Services commerciaux au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Total de l'actif	12 114 \$	7 613 \$
Total du passif	10 612	5 549
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	385	571
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	1 117	1 493
Total des capitaux propres	1 502 \$	2 064 \$

1. Attribuable aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non conforme aux normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie, s'il y a lieu, et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits (des charges) d'intérêts, de l'impôt exigible, de l'incidence des profits (des pertes) à la cession réalisé(e)s, de l'impôt exigible et des produits (des charges) d'intérêts lié(e)s aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2019 et 2018

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, les produits tirés du secteur Services commerciaux se sont chiffrés à 7 345 M\$, soit une baisse de 514 M\$ comparativement à des produits de 7 859 M\$ pour la période correspondante de 2018. Les coûts d'exploitation directs ont diminué de 542 M\$ pour se chiffrer à 7 169 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2019, contre 7 711 M\$ pour la période correspondante de 2018. La diminution des produits et des coûts directs s'explique essentiellement par la baisse des prix et des volumes en ce qui a trait à Greenergy, combinée à la perte d'apport de BGIS découlant de sa cession au cours du trimestre. Les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent une taxe à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de cette taxe est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, la composante taxes incluse dans les produits et les coûts d'exploitation directs s'élevait à environ 2 473 M\$. La baisse des produits et des coûts d'exploitation directs a été contrebalancée en partie par l'apport de Healthscope, acquise au cours du trimestre, et par une augmentation attribuable à notre entreprise de services de construction en raison de l'intensification des activités liées aux projets en Australie. Les produits et les coûts d'exploitation directs pour le semestre clos le 30 juin 2019 ont diminué de 926 M\$ et de 998 M\$, respectivement, par rapport au semestre clos le 30 juin 2018, en raison surtout des mêmes facteurs que ceux décrits précédemment.

Le BAIIA de la société s'est chiffré à 61 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2019, ce qui représente une augmentation de 24 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2018. L'augmentation du BAIIA de la société tient principalement à une augmentation attribuable à notre entreprise de services de construction en raison surtout de l'intensification des activités liées aux projets en Australie, combinée à l'apport de Healthscope, qui a fourni un montant de 5 M\$ au BAIIA de la société. Le BAIIA de la société pour le semestre clos le 30 juin 2019 s'est établi à 106 M\$, en hausse de 40 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux décrits précédemment, ainsi qu'à une hausse de l'apport de Greenergy.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Services commerciaux se sont chiffrés à 342 M\$, soit une augmentation de 276 M\$ comparativement à 66 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018. L'augmentation est principalement attribuable aux profits comptabilisés à la vente de BGRS et de BGIS, combinés à l'augmentation mentionnée précédemment de la marge de notre entreprise de services de construction et à l'apport de Healthscope. La hausse des flux de trésorerie liés aux opérations de la société a été partiellement contrebalancée par le profit comptabilisé à la période précédente relativement à la cession de notre participation de 33 % dans HomeServices. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour le secteur ont augmenté de 291 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2019, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux décrits précédemment.

Services d'infrastructures

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Services d'infrastructures pour les périodes présentées.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)				
Produits	1 105 \$	3 \$	2 394 \$	5 \$
Coûts d'exploitation directs	(838)	—	(1 730)	—
Frais généraux et administratifs	(41)	—	(75)	—
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	35	38	56	73
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(173)	—	(422)	—
BAIIA de la société²	88 \$	41 \$	223 \$	78 \$
Autres produits (charges), montant net	4	—	—	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(97)	—	(198)	—
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(5)	(15)	(8)	(30)
Impôt exigible	—	—	9	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	64	—	130	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	54 \$	26 \$	156 \$	48 \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Services d'infrastructures au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Total de l'actif	10 813 \$	11 640 \$
Total du passif	9 141	9 129
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	1 039	1 534
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	633	977
Total des capitaux propres	1 672 \$	2 511 \$

1. Attribuable aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non conforme aux normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie, s'il y a lieu, et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits (des charges) d'intérêts, de l'impôt exigible, de l'incidence des profits (des pertes) à la cession réalisé(e), de l'impôt exigible et des produits (des charges) d'intérêts lié(e)s aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2019 et 2018

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, les produits et les coûts d'exploitation directs de notre secteur Services d'infrastructures se sont établis à 1 105 M\$ et à 838 M\$, respectivement. L'augmentation est attribuable à l'acquisition de Westinghouse au troisième trimestre de 2018 et à la consolidation de Teekay Offshore à compter du troisième trimestre de 2018. Pour le semestre clos le 30 juin 2019, les produits et les coûts d'exploitation directs se sont chiffrés à 2 394 M\$ et à 1 730 M\$. L'augmentation tient aux mêmes facteurs que ceux décrits précédemment.

Le BAIIA de la société s'est chiffré à 88 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2019, ce qui représente une augmentation de 47 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2018. Westinghouse a fourni un apport de 40 M\$ au BAIIA de la société pour le trimestre. Les résultats du trimestre ont tiré parti de la fourniture des services d'ingénierie dans le cadre de nouveaux projets liés aux centrales aux États-Unis, facteur contrebalancé par les coûts additionnels engagés relativement à un projet en Europe. Les activités ont aussi continué de tirer parti des gains de productivité dans la foulée des mesures d'amélioration en cours. Le reste de l'augmentation du BAIIA de la société est attribuable à Teekay Offshore. Au cours du trimestre, nous avons acquis la participation restante de Teekay Corporation dans Teekay Offshore, faisant ainsi grimper notre participation de 25 % à 31 %. Le BAIIA de la société pour le semestre clos le 30 juin 2019 s'est établi à 223 M\$, en hausse de 145 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux décrits précédemment.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société se sont chiffrés à 54 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2019, ce qui représente une augmentation de 28 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2018. L'augmentation des flux de trésorerie liés aux opérations de la société s'explique principalement par les mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour le secteur ont augmenté de 108 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2019, en raison des mêmes facteurs que ceux décrits précédemment.

Activités industrielles

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Activités industrielles pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Produits	2 267 \$	909 \$	3 244 \$	1 751 \$
Coûts d'exploitation directs	(1 767)	(487)	(2 288)	(900)
Frais généraux et administratifs	(85)	(54)	(143)	(89)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	17	18	21	34
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(324)	(268)	(619)	(538)
BAIIA de la société²	108 \$	118 \$	215 \$	258 \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	—	35	(2)	51
Autres produits (charges), montant net	—	—	2	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(186)	(61)	(255)	(128)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(3)	(4)	(4)	(8)
Impôt exigible	(51)	(30)	(85)	(50)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	178	41	256	90
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	46 \$	99 \$	127 \$	213 \$

Le tableau suivant présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Activités industrielles au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Total de l'actif	24 006 \$	7 650 \$
Total du passif	19 286	5 865
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	3 980	1 426
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	740	359
Total des capitaux propres	4 720 \$	1 785 \$

1. Attribuable aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.

2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non conforme aux normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie, s'il y a lieu, et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits (des charges) d'intérêts, de l'impôt exigible, de l'incidence des profits (des pertes) à la cession réalisé(e), de l'impôt exigible et des produits (des charges) d'intérêts lié(e)s aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2019 et 2018

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, les produits tirés du secteur Activités industrielles se sont établis à 2 267 M\$, ce qui représente une hausse de 1 358 M\$, contre 909 M\$ pour la période correspondante de 2018. Les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 1 280 M\$ pour se chiffrer à 1 767 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2019, contre 487 M\$ pour la période correspondante de 2018. L'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs est principalement attribuable à l'acquisition de Clarios au deuxième trimestre de 2019, combinée à une augmentation au sein de GrafTech, en raison principalement d'une augmentation des prix et des volumes liés aux électrodes. Les résultats de Clarios ont été défavorisés par des coûts plus élevés que la normale liés à la réévaluation à la hausse des stocks dans le cadre de la comptabilisation du prix d'achat de l'acquisition. Pour le semestre clos le 30 juin 2019, les produits tirés de ce secteur se sont établis à 3 244 M\$, ce qui représente une hausse de 1 493 M\$, tandis que les coûts d'exploitation directs se sont établis à 2 288 M\$, ce qui représente une hausse de 1 388 M\$ par rapport à la période correspondante de 2018. L'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs s'explique principalement par les mêmes facteurs que ceux décrits précédemment, ainsi que par l'apport de Schoeller Allibert qui a été acquise au deuxième trimestre de 2018.

Le BAIIA de la société de notre secteur Activités industrielles a diminué de 10 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2019, par rapport au trimestre clos le 30 juin 2018. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des apports de GrafTech, principalement en raison d'une baisse de notre participation dans l'entreprise par rapport à la période correspondante. Les résultats du trimestre clos le 30 juin 2019 ont été favorisés par l'apport positif de Clarios, que nous avons acquise au cours du trimestre, contrebalancé par les coûts plus élevés que la normale liés à la réévaluation à la hausse des stocks, comme il est mentionné précédemment. L'incidence négative nette de l'ajustement au prix d'achat s'est chiffrée à environ 50 M\$ pour le trimestre. Le BAIIA de la société du secteur s'est chiffré à 215 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2019, comparativement à 258 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018. La diminution du BAIIA de la société s'explique principalement par les mêmes facteurs que ceux décrits précédemment.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société de notre secteur Activités industrielles se sont chiffrés à 46 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2019, comparativement à 99 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour le trimestre clos le 30 juin 2019 ont diminué, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux décrits précédemment, ainsi que de l'augmentation des charges d'intérêts découlant de la hausse des emprunts liés à l'acquisition de Clarios au deuxième trimestre de 2019. En outre, les résultats de la période précédente comprennent un profit réalisé à la vente d'actifs de drainage en acier par notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société se sont chiffrés à 127 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2019, soit une diminution de 86 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2018, en raison principalement des mêmes facteurs que ceux décrits précédemment.

Siège social et autres

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Siège social et autres pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Produits	— \$	4 \$	— \$	7 \$
Coûts d'exploitation directs	(2)	(2)	(4)	(4)
Frais généraux et administratifs	(18)	(16)	(37)	(32)
BAIIA de la société¹	(20) \$	(14) \$	(41) \$	(29) \$
Produits (charges) d'intérêts, montant net	8	—	14	—
Impôt exigible	5	—	10	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société¹	(7) \$	(14) \$	(17) \$	(29) \$

Le tableau suivant présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Siège social et autres au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Total de l'actif	1 396 \$	415 \$
Total du passif	—	281
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	1 396	134
Total des capitaux propres	1 396 \$	134 \$

1. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non conforme aux normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie, s'il y a lieu, et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé(e), des produits (des charges d'intérêts), de l'impôt exigible, de l'incidence des profits (des pertes) à la cession réalisé(e)s, de l'impôt exigible et des produits (des charges) d'intérêts lié(e)s aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

En vertu de notre convention-cadre de services, nous versons à Brookfield des honoraires de gestion de base trimestriels qui correspondent à 0,3125 % de notre total du capital investi (1,25 % annuellement), majorés du montant de la dette avec recours à l'égard d'une tierce partie, déduction faite de la trésorerie détenue par les entités de la société. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, les honoraires de gestion se sont élevés à 12 M\$ et à 24 M\$, respectivement. Les frais généraux et administratifs liés aux charges du siège social comprenaient les honoraires d'audit et les jetons de présence.

La société en commandite a conclu une convention de dépôt avec Brookfield en vertu de laquelle elle peut déposer des fonds auprès de Brookfield, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration. Le solde de tout dépôt est payable à vue et est assorti d'un taux d'intérêt convenu selon les conditions du marché. Au 30 juin 2019, le montant du dépôt était de 1 181 M\$ et était compris dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS

Flux de trésorerie liés aux opérations de la société

Pour mesurer notre performance, nous analysons, entre autres, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie, le cas échéant, et d'autres éléments. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts, ou sur une base nette à la société mère. Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure de la performance opérationnelle non calculée conformément aux normes IFRS, lesquelles n'en donnent aucune définition normalisée. Il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont les limites suivantes à titre d'outil d'analyse :

- Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne tiennent pas compte de la dotation aux amortissements. Comme nous détenons des immobilisations à durée d'utilité déterminée, la dotation aux amortissements tient compte du fait que nous devons conserver ou remplacer nos actifs en vue de maintenir notre capacité à générer des produits.
- Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne tiennent pas compte de l'impôt différé, qui pourrait devenir exigible si nous détenons nos actifs pour une longue durée.
- Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne tiennent pas compte des ajustements à la juste valeur sans effet sur la trésorerie ni des ajustements à la valeur de marché comptabilisés en résultat net, à moins que la variation sous-jacente de l'élément couvert soit comptabilisée dans les flux de trésorerie liés aux opérations de la société.

En raison de ces limites, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne devraient pas être considérés comme l'unique mesure de notre performance et ne devraient pas être considérés de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de nos résultats, tels qu'ils sont présentés en vertu des normes IFRS. Toutefois, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure clé que nous utilisons pour évaluer la performance de nos activités.

Lorsqu'ils sont considérés conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société permettent, à notre avis, une meilleure compréhension des facteurs et des tendances influant sur nos activités sous-jacentes, y compris l'incidence des emprunts. Ils nous permettent d'évaluer nos activités selon le rendement en trésorerie du capital investi en déduisant l'incidence des éléments sans effet sur la trésorerie et autres éléments. Nous rajoutons les amortissements, car le coût de base déprécié de nos actifs est reflété dans le profit final ou la perte finale à la cession réalisé. Nous rajoutons l'impôt différé, cet élément ne traduisant pas, à notre avis, la valeur actuelle des obligations fiscales en trésorerie réelles que nous devons acquitter, particulièrement si nos activités sont détenues longtemps. Nous rajoutons aussi les profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie lorsque la variation compensatoire n'est pas incluse dans les coûts d'exploitation directs, car ils sont, par leur nature, sans effet sur la trésorerie et donnent une approximation, à un moment précis, de la valeur des éléments non courants. Nous rajoutons également les coûts de résiliation et de transaction, car, par leur nature, il s'agit de dépenses en capital.

BAIIA de la société

Nous utilisons également le BAIIA de la société comme mesure de la performance. Nous définissons le BAIIA de la société comme les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, excluant l'incidence des profits (des pertes) à la cession réalisés, des produits (des charges) d'intérêts, de l'impôt exigible, de l'incidence des profits (des pertes) à la cession réalisés, de l'impôt exigible et des produits (des charges) d'intérêts liés aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société est présenté sur une base nette aux porteurs de parts ou sur une base nette à la société mère. Le BAIIA de la société comporte des limites à titre d'outil d'analyse, car il ne tient pas compte des profits (des pertes) à la cession réalisés, des produits (des charges) d'intérêts et de l'impôt exigible, ni de la dotation aux amortissements, de l'impôt différé, des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie, le cas échéant, et des pertes de valeur. En raison de ces limites, le BAIIA de la société ne devrait pas être considéré comme l'unique mesure de notre performance et ne devrait pas être considéré de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de nos résultats, tels qu'ils sont présentés en vertu des normes IFRS. Toutefois, le BAIIA de la société est une mesure clé que nous utilisons pour évaluer la performance de nos activités.

Lorsqu'il est considéré conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, le BAIIA de la société permet, à notre avis, une meilleure compréhension de la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice récurrent, ce qui permet aux utilisateurs de mieux comprendre et d'évaluer la performance de nos activités sous-jacentes.

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA de la société et des flux de trésorerie liés aux opérations de la société avec le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts pour les périodes indiquées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2019	2018	2019	2018
Produits	10 717 \$	8 775 \$	19 918 \$	16 969 \$
Coûts d'exploitation directs	(9 776)	(8 200)	(17 969)	(15 849)
Frais généraux et administratifs	(211)	(142)	(389)	(260)
BAIIA de la société lié aux placements mis en équivalence ¹	63	63	96	122
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ²	(556)	(314)	(1 153)	(609)
BAIIA de la société	237 \$	182 \$	503 \$	373 \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	522	90	520	106
Autres produits (charges), montant net	4	—	2	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(313)	(83)	(497)	(169)
Impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ¹	(10)	(20)	(15)	(39)
Impôt exigible	(93)	(52)	(123)	(80)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités ²	88	60	250	124
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société	435 \$	177 \$	640 \$	315 \$
Amortissements	(441)	(105)	(752)	(211)
Charge pour perte de valeur, montant net	(324)	—	(324)	—
Autres produits (charges), montant net	(185)	(7)	(273)	(21)
Impôt différé	41	39	22	29
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ¹	(30)	(50)	(51)	(73)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ²	611	65	907	154
Bénéfice net attribuable aux porteurs de parts	107 \$	119 \$	169 \$	193 \$

1. La somme de ces montants correspond au bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 23 M\$ et de 30 M\$, présenté dans l'état du résultat net en vertu des normes IFRS, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, respectivement et à la perte comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de 7 M\$ et au bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 10 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, respectivement.
2. Le total des éléments en trésorerie et des éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond aux pertes nettes de 143 M\$ et de 4 M\$, présentées dans notre état du résultat net en vertu des normes IFRS, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019, et au bénéfice net de 189 M\$ et de 331 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, respectivement.

Le tableau qui suit présente le rapprochement des capitaux propres attribuables aux parts de société en commandite, aux parts de commandité, aux parts de rachat-échange, aux actions privilégiées et aux parts de société en commandite spéciales avec les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Commanditaires	2 150 \$	1 548 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux éléments suivants :		
Parts de rachat-échange, actions privilégiées et parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield	1 736	1 415
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	3 886 \$	2 963 \$

Le tableau suivant présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts par secteur au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
30 juin 2019	1 117 \$	633 \$	740 \$	1 396 \$	3 886 \$
31 décembre 2018	1 493 \$	977 \$	359 \$	134 \$	2 963 \$

Situation de trésorerie et sources de financement

Pour gérer nos exigences en matière de liquidité et de capital, nous nous appuyons sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, la monétisation d'activités en pleine maturité au moment opportun, le refinancement de la dette et des entreprises en cours et l'utilisation de facilités de crédit. Nous visons à maintenir suffisamment de liquidités pour répondre à nos besoins continus en matière d'exploitation.

Nos principaux besoins en matière de liquidité pour le prochain exercice portent notamment sur le respect des paiements liés au service de la dette, le financement des charges récurrentes, les dépenses d'investissement requises, les acquisitions faisant l'objet d'engagements et les occasions d'acquisition, lorsqu'elles se présentent. De plus, un élément fondamental de notre stratégie consiste à réaliser des acquisitions par la voie d'ententes de consortium mené par Brookfield conclues avec des investisseurs institutionnels ou des partenaires stratégiques, ainsi qu'à créer des partenariats afin de réaliser des acquisitions spécialisées ou des acquisitions à l'échelle mondiale. Brookfield a déjà démontré qu'elle peut diriger ce type de consortiums et de partenariats et qu'elle peut gérer activement les actifs sous-jacents afin d'améliorer le rendement.

Au deuxième trimestre, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, a conclu les acquisitions de Clarios et de Healthscope en contrepartie de prix d'achat d'environ 13,2 G\$ et 4,1 G\$, respectivement. La transaction de Clarios a été financée au moyen d'un financement par emprunt à long terme de 10,2 G\$ et de capitaux propres de 3,0 G\$, tandis que l'acquisition de Healthscope a été financée au moyen d'un financement par emprunt à long terme de 1,4 G\$, de capitaux propres de 1,0 G\$ et d'un montant de 1,7 G\$ relatif à la cession-bail de 22 hôpitaux. Les récentes acquisitions annoncées et conclues par la société en commandite sont expliquées en détail à la rubrique « Faits nouveaux concernant notre Entreprise » du rapport de gestion.

Nos liquidités proviennent principalement des actifs financiers, des facilités de crédit inutilisées, des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et de notre accès aux marchés des capitaux publics et privés. Au cours du deuxième trimestre de 2019, nous avons émis 13 837 000 parts de société en commandite dans le cadre d'un appel public à l'épargne et 6 610 000 parts rachetables-échangeables en faveur de Brookfield pour un produit brut global de 795 M\$, avant des frais d'émission de titres de capitaux propres de 14 M\$. Après la clôture du trimestre, les preneurs fermes ont exercé en partie leur option de surallocation pour acheter 1 070 000 parts de société en commandite additionnelles, pour un produit global de 42 M\$, avant des frais d'émission de 2 M\$.

Le tableau suivant présente les emprunts par secteur au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
30 juin 2019	2 410 \$	5 757 \$	14 349 \$	— \$	22 516 \$
31 décembre 2018	1 228 \$	5 748 \$	3 890 \$	— \$	10 866 \$

Au 30 juin 2019, l'encours de la dette de la société en commandite s'élevait à 22 516 M\$, comparativement à 10 866 M\$ au 31 décembre 2018. Les emprunts s'établissent comme suit :

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Emprunts à terme et facilités de crédit	16 733 \$	8 505 \$
Financement de projets	593	573
Programme de titrisation	—	260
Billets et débentures	5 190	1 528
Total des emprunts	22 516 \$	10 866 \$

La société en commandite a conclu, par l'intermédiaire de ses entreprises en exploitation, des facilités de crédit avec des institutions financières importantes. Ces facilités de crédit se composent principalement de facilités d'exploitation renouvelables et de facilités d'exploitation à terme assorties de taux d'intérêt variables. Sur le plan de l'exploitation, nous nous efforçons de maintenir un endettement prudent dont le remboursement peut être effectué au moyen des activités poursuivies. Sur une base consolidée, les emprunts de nos entreprises totalisaient 22 516 M\$ au 30 juin 2019, comparativement à 10 866 M\$ au 31 décembre 2018. Cette augmentation de 11 650 M\$ est essentiellement attribuable à des facilités de crédit renouvelables, des emprunts à terme et des titres d'emprunt de 10,2 G\$ obtenus en vue de l'acquisition de Clarios et à des facilités de crédit renouvelables et des emprunts à terme de 1,2 G\$ obtenus en vue de l'acquisition de Healthscope.

Nous finançons nos actifs surtout en ce qui a trait aux sociétés en exploitation au moyen d'emprunts qui, en général, sont sans recours contre la société en commandite ou nos autres activités et qui sont garantis par des actifs appartenant aux sociétés en exploitation respectives. En outre, des instruments de créance au niveau des sociétés en exploitation n'entraînent pas une déchéance croisée ni un défaut croisé à l'égard d'emprunts d'autres sociétés en exploitation. Cette dette revêt la forme de marges de crédit renouvelables, d'emprunts à terme et de titres de créance assortis de diverses échéances allant de remboursables à vue jusqu'à 21 ans. Au 30 juin 2019, l'échéance moyenne pondérée était de 5,9 ans, et le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'encours de la dette s'élevait à 6,0 %. Au 30 juin 2019, notre capacité d'emprunt maximale au niveau des entreprises et des autres filiales s'élevait à 27,8 G\$, dont une tranche de 22,5 G\$ avait été prélevée.

Le recours aux emprunts à terme et aux facilités de crédit est principalement lié aux activités poursuivies et aux dépenses d'investissement, ainsi qu'au financement des acquisitions. Les taux d'intérêt appliqués à ces facilités sont basés sur les taux d'intérêt du marché. Ces emprunts comprennent les clauses restrictives habituelles basées sur le ratio de couverture des charges fixes, le ratio de l'encours de la dette sur le BAIIA et le maintien de niveaux minimaux de capitaux propres et de liquidités. Nos activités respectent actuellement toutes les clauses restrictives significatives, ou ont obtenu des exemptions à l'égard de celles-ci, de leurs emprunts à terme et de leurs facilités de crédit. Lorsque les conditions économiques sont ardues, nous prenons des mesures proactives pour éviter que nos activités manquent à leurs obligations en vertu des modalités de leurs facilités de crédit, notamment en modifiant ces instruments de créance ou, au besoin, en cherchant à obtenir une renonciation de la part des prêteurs. Notre capacité à procéder à des modifications ou, au besoin, à obtenir une renonciation ou à financer de toute autre façon cette dette dépend, entre autres, des conditions sur les marchés financiers et de notre situation financière à ce moment.

La société en commandite a une facilité de crédit renouvelable avec Brookfield permettant des emprunts d'un montant maximal de 500 M\$. La facilité de crédit est garantie par la société en commandite et par chaque filiale de la société en commandite ou de la société de portefeuille SEC, entièrement détenue de façon directe (en fonction des capitaux propres ordinaires en circulation), qui n'est pas autrement un emprunteur. La facilité de crédit sera libellée en dollars américains ou canadiens, et les avances seront consenties en fonction du LIBOR, du taux de base, du taux des acceptations bancaires ou du taux préférentiel. La facilité de crédit porte intérêt au LIBOR ou au taux des acceptations bancaires majoré de 3,75 %, ou au taux de base ou au taux préférentiel majoré de 2,75 %. En vertu de la facilité de crédit, nous devons également maintenir une valeur nette déconsolidée minimale. De plus, les facilités de crédit comportent des restrictions relatives à la capacité des emprunteurs et des garants à, entre autres, créer des privilèges, mener certaines fusions et consolidations et conclure des accords de couverture à des fins spéculatives. Le produit net supérieur à un seuil prédéterminé qui a été reçu des emprunteurs à la suite de la cession d'actifs ou de la contraction de dettes, ou de l'émission de titres de capitaux propres par les emprunteurs ou leurs filiales, devra être affecté au remboursement de la facilité de crédit (au titre de laquelle de nouveaux prélèvements pourront ensuite être effectués dans le but de financer d'éventuels investissements). Au 30 juin 2019, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit.

Au deuxième trimestre de 2019, la société en commandite a modifié et mis à jour ses facilités de crédit bilatérales pour en accroître la limite d'un montant de 225 M\$, la faisant passer à 1 050 M\$, auprès d'un groupe élargi de banques. Des montants peuvent être prélevés sur les facilités de crédit en euros, en livres sterling, en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars australiens. Les avances en vertu des facilités de crédit portent intérêt au taux précisé parmi le LIBOR, l'EURIBOR, le CDOR, le BBSY ou le taux des acceptations bancaires majoré de 2,50 %, ou au taux précisé entre le taux de base et le taux préférentiel, majoré de 1,50 %. Les facilités de crédit sont utilisées à des fins générales et, en vertu de celles-ci, nous devons maintenir une valeur corporelle nette minimale et un ratio d'endettement minimal déconsolidé au niveau de la société en commandite. Au 30 juin 2019, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit.

Le tableau ci-dessous présente le ratio d'endettement net de la société en commandite au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Emprunts	22 516 \$	10 866 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 940)	(1 949)
Dette nette	19 576	8 917
Total des capitaux propres	9 290	6 494
Total des capitaux propres et de la dette nette	28 866 \$	15 411 \$
Ratio d'endettement net	68 %	58 %

Le commandité de la société en commandite a mis en œuvre une politique de distribution en vertu de laquelle nous comptons verser des distributions en trésorerie trimestrielles d'un montant initial actuellement évalué à environ 0,25 \$ par part, sur une base annualisée. Le 31 juillet 2019, le conseil d'administration du commandité de la société en commandite a déclaré un dividende de 0,0625 \$ par part, payable le 30 septembre 2019 aux porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux le 30 août 2019.

Au cours du deuxième trimestre de 2019, le cours moyen pondéré en fonction du volume par part était de 38,64 \$, soit un montant inférieur au seuil de la distribution incitative antérieure de 41,96 \$ par part, ce qui s'est traduit par une distribution incitative de néant pour le trimestre.

Flux de trésorerie

Nous croyons actuellement avoir accès à suffisamment de sources de financement et nous continuerons à avoir recours aux ressources mises à notre disposition pour financer nos activités. Nos sources de financement futures comprennent les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, les emprunts, le produit de la monétisation d'actifs et le produit d'éventuelles émissions de titres de capitaux propres futures, au besoin.

Au 30 juin 2019, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 2 940 M\$, comparativement à 1 949 M\$ au 31 décembre 2018. Le tableau qui suit présente les flux de trésorerie nets pour les semestres clos les 30 juin 2019 et 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Semestres clos les	
	2019	2018
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	1 333 \$	191 \$
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(16 514)	(278)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	16 236	895
Incidence des taux de change sur la trésorerie	4	(41)
Variation nette de la trésorerie classée dans les actifs détenus en vue de la vente	(68)	—
Total	991 \$	767 \$

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation

Le total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour le semestre clos le 30 juin 2019 s'est établi à 1 333 M\$, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 191 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour le semestre clos le 30 juin 2019 tiennent principalement à la trésorerie générée par Clarios, Westinghouse, Teekay Offshore et GrafTech.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement

Le total des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour le semestre clos le 30 juin 2019 s'est chiffré à 16 514 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 278 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2018. Nos activités d'investissement ont eu principalement trait aux acquisitions de Clarios et de Healthscope ainsi qu'à l'acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles au sein de nos secteurs Activités industrielles et Services d'infrastructures. Ces acquisitions ont été partiellement contrebalancées par le produit en trésorerie reçu à la cession de BGIS et de BGRS.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement

Le total des flux de trésorerie provenant des activités de financement s'est élevé à 16 236 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2019, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 895 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018. Au cours du semestre clos le 30 juin 2019, le produit d'emprunts, déduction faite des remboursements, s'est établi 12 069 M\$ et se compose essentiellement de facilités de crédit renouvelables, d'emprunts à terme et de titres d'emprunt obtenus en vue des acquisitions de Clarios et de Healthscope. Un produit de 1 721 M\$ a été reçu relativement à un autre financement lié à la cession-bail d'hôpitaux. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par des remboursements liés à Graftech et à Teekay Offshore. Le capital fourni par d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation, déduction faite des distributions, s'est chiffré à 1 394 M\$ et tient principalement à l'acquisition de Clarios, partiellement contrebalancée par les distributions du produit de la vente de BGIS et de Quadrant Energy. En outre, en juin 2019, nous avons émis des parts de société en commandite et des parts de rachat-échange de la société de portefeuille SEC pour un produit brut de 795 M\$, avant des frais d'émission de 14 M\$.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal des activités, nos filiales en exploitation détiennent des garanties bancaires, des garanties d'assurance et des lettres de crédit en cours auprès de tierces parties. Au 30 juin 2019, le montant total en cours était d'environ 1,9 G\$. Si un montant est prélevé sur une de ces lettres de crédit ou garanties, nos filiales en exploitation auront l'obligation de rembourser l'émetteur de la lettre de crédit ou de la garantie. La société en commandite n'exerce pas ses activités, autres que celles liées aux placements mis en équivalence, par l'intermédiaire d'entités qui ne sont pas consolidées dans les états financiers et elle ne s'est pas engagée contractuellement ou n'a pas garanti de soutenir toute obligation financière significative qui n'est pas reflétée dans les états financiers.

Notre entreprise de services de construction et autres activités est tenue de donner, dans le cours normal des activités, des garanties et des indemnités relativement à l'exécution des obligations contractuelles des entités contrôlées, des entreprises associées et des parties liées. Toute perte connue à ce titre a été prise en compte.

Dans le cours normal des activités, nous signons des conventions qui prévoient des indemnisations et qui accordent des garanties à des tiers relativement à certaines transactions, notamment des cessions ou des acquisitions d'entreprises, des projets de construction, des projets d'investissement et des ventes ou des achats d'actifs ou de services. Nous avons également convenu d'indemniser nos administrateurs et un certain nombre de nos dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne nous permet pas d'établir une évaluation raisonnable du montant maximal que nous pourrions être tenus de verser à des tiers, car bon nombre d'ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, nous n'avons versé aucun montant important en vertu de ces conventions d'indemnisation. En outre, nous avons conclu des conventions d'indemnisation avec Brookfield relativement à certains projets au Moyen-Orient qui étaient en cours avant la scission-distribution. En vertu de ces conventions d'indemnisation, Brookfield a convenu de nous indemniser ou de nous préfinancer, selon le cas, pour la réception de paiements au titre de ces projets.

À l'occasion, nous pourrions éventuellement être tenus responsables à l'égard de litiges et de réclamations qui surviennent dans le cours normal des activités. Le 3 juillet 2017, un client a fait une réclamation au titre de la garantie de bonne exécution et de la garantie bancaire de paiement anticipé, pour un montant d'approximativement 32 M\$, relativement à un projet au Moyen-Orient. La direction a contesté avec succès cette réclamation, qui a été confirmée par les tribunaux locaux. Le 22 février 2018, l'appel de la décision du tribunal par le client a donné lieu à un paiement au titre des garanties bancaires, en raison de la structure de la garantie. La direction continue de présenter des demandes reconventionnelles aux tribunaux locaux, et à l'heure actuelle, toute perte associée à ce projet ne peut être évaluée, et le paiement connexe n'est pas probable.

Instruments financiers – stratégie de couverture du risque de change

Dans la mesure où cela s'avère intéressant sur le plan économique, la stratégie de la société en commandite consiste à couvrir une partie de ses placements en titres de capitaux propres ou de ses flux de trésorerie exposés au risque de change. La stratégie de couverture du risque de change de la société en commandite consiste à tirer parti de toute couverture naturelle qu'il pourrait y avoir au sein des activités, à financer les activités par des emprunts en monnaie locale dans la mesure du possible et à recourir à des contrats dérivés dans la mesure où les couvertures naturelles ne sont pas suffisantes.

Le tableau qui suit présente la partie couverte de notre placement en devises au 30 juin 2019.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Couvertures d'investissement net						
	USD	CAD	AUD	BRL	GBP	EUR	Autres
Placement net en titres de capitaux propres	2 199 \$	443 \$	302 \$	369 \$	417 \$	(23) \$	179 \$
Contrats de change – \$ US	612	(475)	—	—	(33)	(104)	—

Au 30 juin 2019, nous disposions d'une couverture visant environ 36 % de notre placement net en titres de capitaux propres en devises. Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, nous avons comptabilisé des pertes nettes avant impôt de 61 M\$ dans les autres éléments du résultat global relativement à ces contrats.

Obligations contractuelles

Un élément indissociable de la stratégie de notre société en commandite consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au profil de capital-investissement de Brookfield. Dans le cours normal des activités, notre société en commandite a pris des engagements envers des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur afin de participer à ces acquisitions ciblées dans l'avenir, lorsqu'elles seront identifiées, le cas échéant.

Dans le cours normal des activités, nous concluons des ententes contractuelles qui pourraient exiger des paiements de trésorerie futurs. Le tableau ci-dessous présente nos obligations contractuelles au 30 juin 2019.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Paiements au 30 juin 2019				
	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 3 à 5 ans	Par la suite
Emprunts	23 063 \$	1 665 \$	1 666 \$	4 153 \$	15 579 \$
Obligations locatives	1 269	206	150	320	593
Charges d'intérêts	6 273	1 039	1 001	2 751	1 482
Passifs relatifs au démantèlement	1 140	5	2	32	1 101
Obligations à l'égard des régimes de retraite	1 097	102	106	344	545
Obligations en vertu de contrats	893	542	182	60	109
Total	33 735 \$	3 559 \$	3 107 \$	7 660 \$	19 409 \$

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu un certain nombre de transactions entre parties liées avec Brookfield, comme il est mentionné à la note 17 des états financiers intermédiaires.

Événements postérieurs

Après le 30 juin 2019, la société en commandite a été partie à un certain nombre d'événements, comme il est mentionné à la note 24 des états financiers intermédiaires.

Méthodes comptables, estimations et jugements critiques

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses critiques qui ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté des produits et des charges qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources, durant la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision ne touche que cette période, ou dans la période de révision et les périodes futures si la révision touche à la fois la période actuelle et les périodes futures.

Indicateurs de dépréciation

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation annuellement et lorsque des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une perte de valeur. On détermine s'il y a dépréciation du goodwill en évaluant si la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie, y compris le goodwill attribué, excède sa valeur recouvrable, déterminée comme la plus élevée de la juste valeur estimative diminuée des coûts de sortie et de la valeur d'utilité. Les pertes de valeur comptabilisées relativement à une unité génératrice de trésorerie sont d'abord attribuées à la valeur comptable du goodwill, et tout excédent est attribué à la valeur comptable des actifs de l'unité génératrice de trésorerie.

Le jugement est exercé pour déterminer s'il existe des indicateurs de dépréciation dans le cadre de l'évaluation de la valeur comptable des actifs de la société en commandite, y compris en ce qui a trait à la capacité de la société en commandite à détenir des actifs financiers, à l'estimation des produits et des coûts directs futurs liés aux unités génératrices de trésorerie et à la détermination des taux d'actualisation ainsi qu'au moment où la valeur comptable d'un actif est supérieure à la valeur calculée au moyen de prix négociés en bourse sur un marché liquide.

Pour en savoir davantage sur les méthodes comptables, jugements et estimations critiques, se reporter à la rubrique « Principales méthodes comptables », à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités aux 31 décembre 2018 et 2017 et pour les exercices clos les 31 décembre 2018, 2017 et 2016.

Méthodes comptables adoptées récemment

La société en commandite a appliqué de nouvelles normes et des normes révisées publiées par l'IASB, qui ont pris effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

i) Contrats de location

La société en commandite a appliqué IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), à la date d'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2019. La nouvelle norme entraîne la comptabilisation de la plupart des contrats de location à l'état de la situation financière, faisant disparaître la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement. Toutefois, le traitement comptable appliqué par le bailleur demeure essentiellement le même, et la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement reste inchangée. IFRS 16 annule et remplace IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes et entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019. L'incidence de la transition est présentée à la note 2c).

La société en commandite détermine si un contrat constitue un contrat de location, ou s'il en contient, à la date de passation du contrat de location et comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour tous les contrats de location dans lesquels elle intervient en tant que preneur, sauf les contrats de location à court terme (définis comme des contrats de location dont la durée est de 12 mois ou moins) et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Pour ces types de contrats, la société en commandite comptabilise les paiements de loyers comme des charges d'exploitation selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location à moins qu'une autre méthode systématique soit plus représentative de la façon dont les avantages économiques relatifs au bien loué s'échelonnent dans le temps.

L'obligation locative est évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location, si ce taux peut être déterminé, ou sinon à l'aide du taux d'emprunt marginal. Les paiements de loyers pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative comprennent : i) les paiements de loyers fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location; ii) les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, initialement évalués au moyen de l'indice ou du taux en vigueur à la date de début; iii) la somme que le preneur s'attend à devoir payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle; iv) le prix d'exercice des options d'achat, si on a la certitude raisonnable qu'elles seront exercées; et v) les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice de l'option de résiliation du contrat de location. L'obligation locative est ultérieurement évaluée en augmentant la valeur comptable pour refléter les intérêts sur l'obligation locative (en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif) et en réduisant la valeur comptable pour refléter les paiements de loyers effectués.

La société en commandite réévalue les obligations locatives et apporte un ajustement correspondant à l'actif au titre du droit d'utilisation connexe i) lorsqu'il y a une modification de la durée du contrat de location ou qu'il y a une modification de l'évaluation concernant l'exercice d'une option d'achat, auxquels cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé; ii) lorsque les paiements de loyers changent en raison de la variation d'un indice ou d'un taux ou d'un changement des sommes qu'on s'attend à devoir payer au titre de la garantie de valeur résiduelle, auxquels cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen du taux d'actualisation initial (à moins que le changement dans les paiements de loyers résulte de la fluctuation d'un taux d'intérêt variable, auquel cas un taux d'actualisation révisé est appliqué); ou iii) lorsqu'un contrat de location est modifié et que la modification n'est pas comptabilisée comme un contrat de location distinct, auquel cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé.

Le coût de l'actif au titre du droit d'utilisation comprend le montant initial de l'obligation locative correspondante, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date ainsi que les coûts directs initiaux, le cas échéant. L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué ultérieurement au coût, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Il est amorti sur la période la plus courte de la durée du contrat de location et de la durée d'utilité du bien sous-jacent. Si le contrat de location a pour effet de transférer la propriété du bien sous-jacent ou si le coût de l'actif au titre du droit d'utilisation prend en compte l'exercice prévu d'une option d'achat par la société en commandite, l'actif au titre du droit d'utilisation connexe doit être amorti sur la durée d'utilité du bien sous-jacent. L'amortissement commence à la date de début du contrat de location. La société en commandite applique IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, pour déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié et elle comptabilise toute perte de valeur de la manière décrite à la méthode relative aux immobilisations corporelles.

Les loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux ne sont pas pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative et de l'actif au titre du droit d'utilisation. Les paiements connexes sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la situation qui est à l'origine de ces paiements et sont inclus dans le poste « Coûts d'exploitation directs » dans l'état consolidé du résultat net.

La société en commandite formule des jugements critiques dans le cadre de l'application d'IFRS 16, visant notamment à déterminer i) si un contrat (ou une partie d'un contrat) comprend un contrat de location et ii) si l'on a la certitude raisonnable qu'une option de prolongation ou de résiliation sera exercée pour déterminer la durée du contrat de location. La société en commandite établit également des estimations critiques dans le cadre de l'application d'IFRS 16, y compris l'estimation de la durée du contrat de location et la détermination du taux d'actualisation approprié des paiements de loyers.

La société en commandite a choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes dans le cadre de l'application de la norme :

- la comptabilisation à titre de charge d'exploitation des paiements associés aux contrats de location à court terme et aux contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location, à moins qu'une autre méthode systématique ne soit plus représentative du rythme auquel les avantages économiques tirés du bien loué sont consommés;
- la possibilité de ne pas répartir la contrepartie prévue au contrat entre les composantes locatives et les composantes non locatives et de comptabiliser chaque contrat de location et composante non locative en une seule composante locative, contrat par contrat.

ii) *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (« IFRIC 23 »), qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Aux termes de l'interprétation, une entité doit évaluer s'il est probable qu'une administration fiscale accepte un traitement fiscal incertain utilisé par une entité, ou qu'une entité se propose d'utiliser, dans sa déclaration de revenus et elle doit faire preuve de jugement pour déterminer si chaque traitement fiscal doit être considéré isolément ou si certains traitements fiscaux devraient plutôt être regroupés. Son choix doit se faire en fonction de la méthode offrant les meilleures prévisions quant au dénouement de l'incertitude. L'entité doit aussi déterminer s'il est probable que l'autorité compétente accepte chaque traitement fiscal ou chaque ensemble de traitements fiscaux, en supposant que l'autorité fiscale habilitée à contrôler un montant déclaré contrôlera effectivement le montant en question et aura, pour ce faire, pleine connaissance de toute l'information pertinente. Le 1^{er} janvier 2019, la société en commandite a adopté IFRIC 23 selon l'approche rétrospective modifiée. L'adoption n'a pas eu d'incidence importante sur les résultats financiers de la société en commandite.

iii) *Regroupements d'entreprises*

En octobre 2018, l'IASB a publié une modification d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (« IFRS 3 »), qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020, l'adoption anticipée étant permise à compter du 1^{er} janvier 2019. Cette modification vient clarifier la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à établir si une acquisition constitue un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'un groupe d'actifs. La modification met l'accent sur le fait que pour répondre à la définition d'une entreprise, un ensemble d'activités et d'actifs acquis doit inclure une entrée et un processus substantiel qui, ensemble, contribuent de façon importante à la possibilité de créer des sorties. La société en commandite a adopté la modification d'IFRS 3 sur une base prospective le 1^{er} janvier 2019, et cette adoption n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la société en commandite.

Contrôles et procédures

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2019, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Nous avons exclu de notre évaluation le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Clarios et de Healthscope, dont nous avons acquis le contrôle le 30 avril 2019 et le 6 juin 2019, respectivement. Les états financiers de ces entités constituent 43 % du total de l'actif, 28 % de l'actif net et 13 % des produits des états financiers consolidés de notre société en commandite au 30 juin 2019 et pour le trimestre clos à cette date.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

bbu.brookfield.com

NYSE: BBU
TSX: BBU.UN